

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 736

21 mars 2014

SOMMAIRE

Agora Invest REM 2 SICAV SIF	35289	Crestview S.à r.l.	35287
Ambrent Investments S.à r.l.	35326	CR Services, S.à r.l.	35286
CBPS Loan Acquisition S.à r.l.	35282	CSCP Credit Acquisition Holdings Luxco	
CCP II Acquisition Luxco S.à r.l.	35283	Sàrl	35287
Cebtimo SA	35286	CT Luxembourg Holdings S.à r.l.	35287
Centaurus Logistics S.à r.l.	35282	Danube Investment S.A.	35288
Château de Schengen S.A.	35283	Digital Services Holding I S.à r.l.	35285
Château de Schengen S.A.	35283	E.EX, Européenne d'Exportation S.A.	35288
Chauffage Sanitaires Kocan S.à r.l.	35325	Europa Cobalt S.à r.l.	35288
Chez Isabel Bacano Sàrl	35284	Europe Machines Outils S.à r.l.	35288
CIG Funds	35284	Europe Property Trust S.à r.l.	35285
Clemi SA	35283	Experta Corporate and Trust Services S.a.,	
Compagnie Immobilière d'Investissements		Luxembourg	35287
Group S.A.	35285	Fintecno S.A.	35282
Compagnie Saint André S.à r.l.	35328	FTC Futures Fund Sicav	35286
Courreges Luxembourg	35284	Irik Investment Bulgaria S.à r.l.	35318
Credit Suisse Prime Select Trust (Lux) ..	35303	Restaurant La Cellula S.A.	35303
Crescent Capital Partners III (Luxem- bourg) S.à r.l.	35328	Umbrellastream S.à r.l.	35328

Centaurus Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 106.990.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 3 février 2014

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Jorrit Cromptoets, en tant que gérant de la Société et de nommer Madame Laurence Quevy, née le 27 juillet 1972 à Mons, Belgique, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérante de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Le conseil de gérance est désormais composé de:

- M. Michael Chidiac;
- M. Ramon van Heusden;
- Mme Laurence Quevy.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Référence de publication: 2014017935/18.

(140021266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

CBPS Loan Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 180.599.

—
Extrait des résolutions des Associés prises en date du 31 janvier 2014

Il résulte des décisions écrites des Associés de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission des personnes suivantes:

- * Miroslav Stoev, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 3 février 2014;
- * Laetitia Ambrosi, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 3 février 2014;

- de nommer les personnes suivantes avec effet au 3 février 2014 et pour une durée indéterminée:

* Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres, France, ayant son adresse professionnelle au 25G, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société; et

* Anita Lyse, née le 4 octobre 1976 à Alesund (Norvège), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014017962/21.

(140021741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Fintecno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 83.283.

—
Extrait de la résolution prise lors du procès-verbal du conseil d'administration du 29 janvier 2014

Est nommé Président du conseil d'administration, Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2014.

Référence de publication: 2014018071/15.

(140021469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

CCP II Acquisition Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 160.175.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 31 janvier 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission des personnes suivantes:

* Miroslav Stoev, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 3 février 2014;

* Laetitia Ambrosi, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 3 février 2014;

- de nommer les personnes suivantes avec effet au 3 février 2014 et pour une durée indéterminée;

* Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres, France, ayant son adresse professionnelle au 25 C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société; et

* Anita Lyse, née le 4 octobre 1976 à Alesund (Norvège), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014017970/21.

(140021597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Château de Schengen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 147.919.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014017983/11.

(140021520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Château de Schengen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 147.919.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014017984/11.

(140021521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Clemi SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 41.303.

—
Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 30/06/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014017992/11.

(140021153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

CIG Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 176.381.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 30 janvier 2014, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable 'CIG Funds' ont pris les résolutions suivantes:

- Réélection des membres du conseil d'administration qui est composé comme suit jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

- Anja Richter

- Peter Ferry

- Peter Tommerup

- Réélection de KPMG Luxembourg S.à r.l. en tant que de réviseur d'entreprises de la société, pour une durée d'une année, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014017989/17.

(140020793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Chez Isabel Bacano Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 372B, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 72.625.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des associés du 10 janvier 2014

L'Assemblée Générale des Associés a pris les décisions suivantes:

Nomination de Monsieur Philippe DOS SANTOS né le 03 décembre 1988 à Luxembourg, demeurant 359, Rue de Neudorf L-2221 Luxembourg aux fonctions de gérant administratif, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

Nomination de Madame Maria ISABEL, actuellement gérante unique, aux fonctions de gérante technique de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

La société sera valablement engagée par la signature individuelle de la gérante technique ou la signature conjointe des deux gérants.

L'assemblée note le changement de résidence de Monsieur Philippe DOS SANTOS, associé, demeurant 359, Rue de Neudorf L-2221 Luxembourg.

Référence de publication: 2014017987/17.

(140021369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Courreges Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 43, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 175.669.

EXTRAIT

Cession de parts sociales

En vertu d'une convention de cession de parts sociales passée sous seing privé en date du 31 décembre 2013, SUNNYSIDE PROPERTIES, société civile de droit français, établie et ayant son siège social à F-57140 Norroy-le-Veneur, 6, rue du Fort, immatriculée au R.C.S. de Metz (France) sous le numéro 508 305 950,

a cédé:

15 (quinze) parts sociales qu'elle détenait dans le capital de la Société, à

L.E.M. DIFFUSION, société par actions simplifiée de droit français, établie et ayant son siège social à F-75008 Paris, 40, rue François 1^{er}, immatriculée au R.C.S. de Paris (France) sous le numéro 790 116768,

laquelle est désormais propriétaire de la totalité des 100 (cent) parts sociales de la Société.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014018000/20.

(140021197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Digital Services Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.879.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 15 janvier 2014, que l'associé unique de la Société, Rocket Internet GmbH, a transféré 1.250 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Bambino 53. VV UG (haftungsbeschränkt), une haftungsbeschränkt, constituée et régie selon les lois d'Allemagne, ayant son siège social à l'adresse suivante: 20, Johannisstraße, 10117 Berlin, Allemagne et immatriculée auprès du local court of Berlin-Charlottenburg, sous le numéro HRB 109262 B.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Rocket Internet GmbH	11.250 parts sociales
Bambino 53. VV UG (haftungsbeschränkt)	1.250 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Digital Services Holding I S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014018012/20.

(140020992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

CO.MO.I. Group S.A., Compagnie Immobilière d'Investissements Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue de Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 73.191.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 27 août 2013 à 11h00.

Le Conseil d'Administration décide de donner tous les pouvoirs aux Administrateurs M. Sergio ZONCADA et à M. Tarcisio PICCO, agissant conjointement, afin qu'ils passent et signent tous les actes et documents nécessaires ou utiles à la gestion journalière des affaires de la Société et décide également de leur déléguer la représentation de la Société en ce qui concerne ladite gestion.

Cette délégation de pouvoirs arrivera à échéance le 31 décembre 2016, date d'échéance du mandat du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CO.MO.I. Group S.A., Compagnie Immobilière d'Investissements Group S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014017994/17.

(140021698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Europe Property Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 163.530.

Il résulte qu'en date du 29 janvier 2014:

1) TSM Services (Luxembourg) S.à r.l., RCS Luxembourg B152398, avec siège social au 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

a transféré cinq cents parts sociales (500)

à Katarzyna Gerl, née le 17/07/1977 à Walcz, Pologne, avec adresse au Sarmacka 20/70, 02-972, Varsovie, Pologne.

2) TSM Services (Luxembourg) S.à r.l., RCS Luxembourg B152398, avec siège social au 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a démissionné en tant que gérant avec effet immédiat.

Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014018028/17.

(140021617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Cebtimo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 51.703.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 juin 1995, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 495 du 29 septembre 1995.

Modifiée à plusieurs reprises et pour la dernière fois en date du 07 octobre 2004 pardevant le même notaire, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 1325 du 29 décembre 2004.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue à Luxembourg en date du 3 septembre 2012 que la décision suivante a été prise à l'unanimité des voix:

- Ont été nommés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018, les mandats suivants:

Délégués à la gestion journalière:

- Monsieur Claude FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 LUXEMBOURG, 15, boulevard Roosevelt, administrateur délégué;

- Madame Elisabeth ODENHAUSEN, professeur, demeurant à L-8268 MAMER, 84 Tossenbergr, administrateur délégué.

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Pour la société CEBTIMO S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2014017972/21.

(140020784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

CR Services, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 44, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 139.256.

Décision de l'associé unique prise en date du 24 octobre 2013 au siège de la société

L'associé unique a pris les décisions suivantes:

est révoqué avec effet immédiat de ses fonctions de gérant technique, Monsieur Yves RUPPERT.

a été nommé aux fonctions de gérant technique pour les départements restauration collective, débit de boissons avec restauration et commerce:

M. Johannes GRAF demeurant à 54636 Seffern, Schulstrasse n°8 en Allemagne.

Le gérant technique a le pouvoir d'engager la société, pour les départements ci-dessus jusqu'à concurrence de 5000,- Euros. Pour toute somme dépassant ce montant la signature du gérant, M. Michel SIMONIS est requise.

Le mandat est sans durée fixe et peut être révoqué à tout moment sans motivation par la société.

Michel SIMONIS

Représentant de l'associé unique

Référence de publication: 2014018001/18.

(140021661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

FTC Futures Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 47.021.

Auszug aus der Beschlussfassung der ordentlichen Generalversammlung vom 3. Februar 2014

Die Herren Thomas BERGER, mit beruflichem Wohnsitz Seidlgasse 36, A-1030 Wien, Rolf MAJGEN, mit beruflichem Wohnsitz Seidlgasse 36, A-1030 Wien und Serge D'ORAZIO, mit beruflichem Wohnsitz 43 Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg werden als Verwaltungsratsmitglieder für das neue Geschäftsjahr wiedergewählt.

Der Abschlussprüfer, DELOITTE AUDIT S.ä.r.l., Luxemburg wird für ein weiteres Jahr wiedergewählt.

Für beglaubigten Auszug

Für FTC FUTURES FUND SICAV

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014018083/15.

(140021309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

CSCP Credit Acquisition Holdings Luxco Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.142.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 31 janvier 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission des personnes suivantes:

* Miroslav Stoev, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 3 février 2014;

* Laetitia Ambrosi, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet au 3 février 2014;

- de nommer les personnes suivantes avec effet au 3 février 2014 et pour une durée indéterminée:

* Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres, France, ayant son adresse professionnelle au 25 C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société; et

* Anita Lyse, née le 4 octobre 1976 à Alesund (Norvège), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014018006/21.

(140021596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Crestview S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 105.138.

—
Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014018003/10.

(140021335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

CT Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 660.895,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 169.620.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014018008/10.

(140020890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Experta Luxembourg, Experta Corporate and Trust Services S.a., Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 29.597.

—
Par décision du Conseil d'administration du 21 janvier 2014, Monsieur Cédric JAUQUET, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg s'est démis de ses fonctions de membre du Comité de Direction avec effet au 02 février 2014.

Luxembourg, le 03 février 2014.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Cindy Szabo

Référence de publication: 2014018029/13.

(140021182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Danube Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Luxembourg, 7, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 160.205.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 23 janvier 2014

Résolutions:

1. L'assemblée générale des actionnaires prend acte du changement d'adresse de Monsieur Harald Braunstein. Sa nouvelle adresse est Bahnstrasse, 23A 2801 Katzelsdorf, Austria

2. L'assemblée générale nomme un administrateur supplémentaire, à savoir:

- Monsieur Tim SMULDERS, né le 12 août 1971 à Wilrijk (B) Directeur de sociétés, domicilié L-5775 Weiler-la-Tour, 10, rue des Violets;

La société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Son mandat prendra fin au terme de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'année 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014018009/18.

(140020484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

E.EX, Européenne d'Exportation S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 48, rue Charles Arendt.
R.C.S. Luxembourg B 82.919.

—
Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014018022/14.

(140021505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Europe Machines Outils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 94.939.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Europe Machines Outils S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014018027/12.

(140021214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Europa Cobalt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 115.731.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014018026/10.

(140020864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Agora Invest REM 2 SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 183.951.

—
STATUTES

Im Jahre zweitausendvierzehn, den dreiundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCIENEN:

von der Heydt Invest SA, Aktiengesellschaft ("société anonyme") mit Sitz in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 114.147,

hier vertreten durch Herrn Guido HAAS, Angestellter, berufsansässig in Hesperange, 304, route de Thionville, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht,

welche nach gehöriger „ne varietur“ Signatur, durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt.

Welche Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, den beurkundenden Notar gebeten hat, die Gründungsurkunde einer Aktiengesellschaft unter Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds aufzunehmen, deren Satzung sie wie folgt abgefasst hat:

Art. 1. Name. Die Gesellschaft ist als Aktiengesellschaft (société anonyme) errichtet und qualifiziert als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), unter der Bezeichnung „Agora Invest REM 2 SICAV SIF“.

Art. 2. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Hesperange, Großherzogtum Luxemburg.

Der Verwaltungsrat ist autorisiert, den Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde zu verlegen. Der Gesellschaftssitz kann im Wege eines Beschlusses des alleinigen Aktionärs oder im Falle einer Mehrzahl von Aktionären mittels eines Beschlusses der Hauptversammlung der Gesellschaft in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden in der Weise wie für jede Änderung der Satzung vorgesehen. Ferner können Niederlassungen, Tochtergesellschaften und Repräsentanzen entweder im Großherzogtum oder im Ausland gegründet werden.

Stellt der Verwaltungsrat fest, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Geschäftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser außerordentlichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Maßnahme wird keinen Einfluss auf die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft haben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Dauer errichtet.

Die Auflösung kann jedoch jederzeit durch die Hauptversammlung der Gesellschaft beschlossen werden. Näheres regelt Artikel 34.

Art. 4. Geschäftszweck. Ausschließlicher Geschäftszweck der Gesellschaft ist, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in zulässige Vermögensgegenstände unter Berücksichtigung der im Verkaufsprospekt beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds und des Gesetzes von 2007 anzulegen und ihren Aktionären das Ergebnis der Verwaltung ihrer Vermögensgegenstände zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die der Verwaltungsrat zur Erfüllung und Förderung dieses Geschäftszwecks für nützlich hält, und zwar im weitest möglichen Rahmen, den das Gesetz von 2007 eröffnet.

Art. 5. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung, die im Verkaufsprospekt festgelegte Anlagepolitik und die Anlagegrenzen der Gesellschaft und der Teilfonds umzusetzen und die Handlungsrichtlinien der Verwaltung und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Verkaufsprospekt festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen festzulegen.

Anlagen können dabei entweder direkt oder indirekt, beispielsweise über Tochtergesellschaften getätigt werden. Wird in dieser Satzung auf „Anlagen“ und „Vermögensgegenstände“ Bezug genommen, umfassen die Begriffe sowohl direkte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen als auch indirekte Anlagen und/oder das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen.

Art. 6. Kapital. Das Kapital der Gesellschaft entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert aller Teilfonds gemäß Artikel 16.

Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-) und besteht aus einunddreißig (31) voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert.

Die Gesellschaft kann jederzeit weitere nennwertlose und voll eingezahlte Aktien ausgeben ohne, falls nicht vom Verwaltungsrat entschieden oder im Verkaufsprospekt angegeben, den bestehenden Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR). Das Mindestkapital muss innerhalb von zwölf (12) Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen erreicht werden.

Art. 7. Schwankungen des Kapitals. Das Kapital der Gesellschaft kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch die Gesellschaft oder, insofern zulässig, der Rücknahme oder Einziehung von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Teilfonds. Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates jederzeit ein oder mehrere Teilfonds, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens der Gesellschaft darstellen, auflegen. Die Gesellschaft kann für jeden Teilfonds spezifische Merkmale festsetzen und jedem Teilfonds eine eigene spezifische Bezeichnung zuteilen. Die Teilfonds können sich insbesondere durch ihre Anlagepolitik und -strategie, ihre Anlagestruktur oder die Anleger, die den jeweiligen Teilfonds zeichnen, unterscheiden.

Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögensgegenstände dieses einzelnen Teilfonds.

Die Vermögensgegenstände eines Teilfonds haften ausschließlich für Ansprüche der Aktionäre dieses Teilfonds und für Forderungen von Gläubigern, die im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Art. 9. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögensgegenstände im Einklang mit der für den jeweiligen Teilfonds geltenden Anlagepolitik gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf den Mindesterwerb, ihre Zeichnungs- und Rücknahmegebühren, ihre Gebührenstruktur und ihre Rechte auf Ausschüttungen unterscheiden und mit unterschiedlichen Anlegerservicegebühren oder sonstigen Gebühren ausgestattet sein oder unterschiedliche Zielgruppen als Anleger, abweichende Übertragungsbeschränkungen, Referenzwährungen und/oder sonstige abweichende Merkmale aufweisen, wie vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt werden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse eines jeden Teilfonds einzeln berechnet.

Art. 10. Form der Aktien. Die Aktionäre sind an dem jeweiligen Teilfondsvermögen in Höhe ihrer Aktien als Miteigentümer beteiligt. Die Aktien werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktien werden als Inhaberaktien und in der im teilfondsspezifischen Anhang genannten Art der Verbrieftung und Stückelung ausgegeben. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke bei der Ausgabe von Inhaberanteilen besteht nicht.

Die Aktien werden jeweils in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds ausgegeben. Die Aktionäre sind am jeweiligen Teilfondsvermögen in Höhe ihrer Aktien beteiligt. Die Aktien werden ausschließlich als vollständig eingezahlte Aktien ausgegeben.

Jeder Aktionär muss der Gesellschaft eine Adresse, Telefaxnummer und E-Mail-Adresse, an die alle Einladungen und Mitteilungen geschickt werden können, angeben. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere vom Verwaltungsrat bestimmte Adresse. Falls ein Aktionär die Angabe einer Adresse unterlässt, gilt bis zur Angabe einer Adresse durch den Aktionär der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse als Anschrift des Aktionärs.

Nach der Ausgabe sind die Aktien eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse, denen die Aktien angehören, berechtigt.

Jede Aktie ermächtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme in der Hauptversammlung der Gesellschaft bzw. Versammlung des jeweiligen Teilfonds. Aktien können mit Bruchteilen von bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden, wobei etwaige Differenzbeträge zwischen dem aufgerundeten Betrag und dem exakten Bruchteilbetrag der Gesellschaft zustehen. Bruchteile von Aktien sind nicht stimmberechtigt, es sei denn, dass sie zusammengenommen eine ganze Aktie ergeben. Bruchteile von Aktien sind jedoch zur Teilnahme an den Ausschüttungen und den Liquidationserlösen berechtigt.

Die Gesellschaft erkennt nur jeweils einen Eigentümer je Aktie an. Bei Aktien, die von mehr als einer Person gehalten werden, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung der mit diesen Aktien verbundenen Rechte so lange auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer im Verhältnis zu der Gesellschaft benannt ist. Gleiches gilt bei Konflikten zwischen einem Nutznießer und dem Besteller eines Nießbrauchsrechts bzw. zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

Art. 11. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann den Erwerb und das Eigentum von Aktien durch bestimmte Personen, insbesondere Ausgeschlossene Personen, beschränken oder untersagen, insbesondere wenn das Eigentum an Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats den anderen Aktionären oder der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als dem Großherzogtum Luxemburg unterworfen sein könnte.

Stellt der Verwaltungsrat zu einem beliebigen Zeitpunkt fest, dass die Aktien direkt oder indirekt im Eigentum einer Ausgeschlossenen Person (entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person) gehalten werden, so kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und ohne jegliche Verpflichtung:

(a) die Ausgabe von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Ausgabe dazu führt, dass Ausgeschlossene Personen rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

(b) von einer Person, die Aktien direkt oder indirekt im Eigentum hält, bzw. einer Person, die sich um das Eigentum von Aktien bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person liegt oder ergeben würde; und

(c) die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Hauptversammlungen der Gesellschaft und Versammlungen des jeweiligen Teilfonds verweigern; und

(d) unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens fünfundzwanzig (25) Tagen die zwangsweise Rücknahme der Aktien vornehmen. Bei Rücknahme ist die Ausgeschlossene Person nicht mehr Eigentümer dieser Aktien. Die Kosten und Aufwendungen der zwangsweisen Rücknahme werden von den zurückgebenden Aktionären getragen. Die Auszahlung des jeweiligen Rücknahmepreises kann zu einem späteren Zeitpunkt, jedoch spätestens bei Liquidation des betroffenen Teilfonds erfolgen.

Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als vom Verwaltungsrat angenommen, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat bei der Ausübung dieser Rechte in gutem Glauben gehandelt hat.

Sämtliche Aktionäre verpflichten sich, ihre Aktien nicht an Ausgeschlossene Personen zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 12. Ausgabe von Aktien. Die Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes an qualifizierte Anleger, die eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet haben, die durch die Gesellschaft angenommen wurde, ausgegeben. Aktien werden nicht an Ausgeschlossene Personen ausgegeben.

Vorbehaltlich der nachstehenden Ausnahmen werden die Aktien während der Erstzeichnungsfrist zum Erstausgabepreis ausgegeben.

Nach Ablauf der Erstzeichnungsfrist werden Aktien zum letzten verfügbaren Nettoinventarwert je Aktie ausgegeben, der gemäß den Bestimmungen des Artikels 16 ermittelt wird.

Der Preis, zu dem Aktien gezeichnet werden, kann sich gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes um eine Ausgabegebühr zu Lasten des zeichnenden Anlegers erhöhen.

Die Gesellschaft gibt während des Zeitraumes, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts gemäß den Bestimmungen des Artikels 17 ausgesetzt wurde, keine Aktien aus.

Art. 13. Säumiger Anleger. Zahlt ein Anleger entgegen seiner Zeichnungszusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die in der Zeichnungsvereinbarung verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann der Verwaltungsrat nach Ablauf einer Frist von zehn (10) Bankarbeitstagen (beginnend am Ende der in der Einzahlungsaufforderung angegebenen Zahlungsfrist) den betreffenden Anleger zum Säumigen Anleger erklären, mit der Folge dass:

(a) von dem Säumigen Anleger die Zahlung einer Entschädigung an die Gesellschaft in Höhe von 10% seiner gesamten Zeichnungszusage gefordert werden kann; und

(b) Ausschüttungen an den Säumigen Anleger aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Daneben kann der Verwaltungsrat in Abstimmung mit den bis dahin eingetretenen Anlegern des jeweiligen Teilfonds in eigenem Ermessen folgende Maßnahmen ergreifen:

(a) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Anlegers durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 70% des letzten verfügbaren Nettoinventarwertes der betroffenen Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung der des jeweiligen Teilfonds ausgezahlt wird;

(b) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Anleger, die Aktien des Säumigen Anlegers anteilig zu einem Preis in Höhe von 70% des Nettoinventarwertes der maßgeblichen Aktien zu kaufen und die Offene Kapitalzusage des Säumigen Anlegers zu übernehmen, nachdem die Gesellschaft die Aktien zurückgekauft hat, wobei der Kaufpreis innerhalb von zwanzig (20) Bankarbeitstagen an den jeweiligen Teilfonds gezahlt werden muss;

(c) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Anlegers;

(d) Aufhebung des Stimmrechts; und/oder

(e) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen oder der vorgenannten Folgen schuldet der Säumige Anleger für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von 6% p.a. über dem EURIBOR.

Die vorstehend beschriebenen Ansprüche schließen andere gesetzliche Ansprüche nicht aus, sofern der Verwaltungsrat diese in Anbetracht der jeweiligen Situation als angemessen erachtet. Ferner kann der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen und unter Berücksichtigung der Interessen der nicht-säumigen Anleger auf die Geltendmachung dieser Ansprüche verzichten.

Den Aktionären kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Anleger entstandenen Ausfall auszugleichen, und durch Beschluss der Aktionäre mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen können neue Anleger zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Anlegers Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 14. Rücknahme von Aktien. Die Aktionäre sind berechtigt, die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen.

Vollständige Rücknahmeaufträge für die Rücknahme von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet.

Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen den Aktionären anbieten, Aktien zurückzukaufen, insbesondere um überschüssige Liquidität, statt im Rahmen von Ausschüttungen, an die jeweiligen Aktionäre zurückfließen zu lassen. Ein solches Angebot muss sich jeweils an sämtliche Aktionäre eines Teilfonds richten. Ein Rückkauf kommt nur zustande, falls sämtliche Aktionäre des Teilfonds einem entsprechenden Angebot des Verwaltungsrats zustimmen. Jeder solche Rückkauf wirkt sich proportional auf den jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird der Verwaltungsrat die eingetragenen Aktionäre des betroffenen Teilfonds rechtzeitig über ein Rückkaufangebot benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkauffrist, das angewandte Berechnungsverfahren des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkauffrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkauffrist basiert (zuletzt verfügbarer Nettoinventarwert).

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat den einseitigen Rückkauf von Aktien beschließen, welche von Aktionären gehalten werden. Der Rückkauf dieser Aktien erfolgt dann zu einem Rückkaufpreis, welcher auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkauffrist basiert und gemäß eines durch den Verwaltungsrat festgelegten Berechnungsverfahrens ermittelt wird.

Art. 15. Verfügung über Aktien. Eine Verfügung über Aktien ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um qualifizierte Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 handelt. Als „Verfügung“ gelten insbesondere der Verkauf, die Übertragung, und die Abtretung von Aktien.

Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge („Offene Verbindlichkeiten“) durch den Anleger nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen. Es besteht keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber. Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

Ausgeschlossen ist eine Verfügung an Ausgeschlossene Personen sowie eine Verfügung, die nicht im Einklang mit diesem Verkaufsprospekt und der Satzung erfolgt.

Solange ein Aktionär noch Offene Verbindlichkeiten aus der Zeichnungsvereinbarung zu erfüllen hat, kann die Verfügung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern sich der Erwerber der Aktien nicht schriftlich, in einer von der Gesellschaft festzulegenden Form, zur Übernahme aller anderen offenen Verbindlichkeiten des Veräußerers oder Zedenten verpflichtet hat, indem er unter anderem eine Beitrittsurkunde zur Einhaltung der Bedingungen der Zeichnungsvereinbarung ausfertigt.

Die Gesellschaft bzw. die Register- und Transferstelle wird keiner Verfügung von Aktien zustimmen, wenn die in diesem Verkaufsprospekt sowie in der Satzung vorgesehenen Regelungen für eine Übertragung nicht eingehalten wurden.

Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften entsprechend.

Art. 16. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jeden Teilfonds und gegebenenfalls jede Aktienklasse in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds beziehungsweise der jeweiligen Aktienklasse durch die Gesellschaft (oder einen von ihr ernannten Vertreter) zu jedem Bewertungstag separat berechnet. Die Referenzwährung des/der einzelnen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse ist im Verkaufsprospekt angegeben.

Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines jeweiligen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse wird der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse gehörenden Vermögens abzüglich der jeweiligen Verbindlichkeiten an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse geteilt. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass Tatsachen bekannt werden, aus denen sich ergibt, dass die vorhergehende Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse fehlerhaft war, diese vorhergehende Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

Die Vermögensgegenstände der Gesellschaft können bestehen aus:

- (a) Gesellschaftsanteilen, Aktien und sonstigen Beteiligungspapieren;
- (b) Schuldverschreibungen;

- (c) Barguthaben und sonstigen liquiden Mitteln, einschließlich aufgelaufener Zinsen;
- (d) Geldmarktpapieren;
- (e) Anteilen an OGAW und vergleichbaren OGA;
- (f) sonstigen Wertpapieren;
- (g) Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden sowie alle sonstigen Geldforderungen, einschließlich noch nicht erfüllter Ausgabepreisforderungen aus dem Verkauf/der Verfügung von Aktien oder anderen Vermögensgegenständen;
- (h) Ausschüttungen, auf die der Teilfonds einen Anspruch hat, soweit sie ihm bekannt sind; oder
- (i) allen übrigen Vermögensgegenstände jeder Art, einschließlich im Voraus entrichteter Kosten.

Die Gesellschaft bewertet ihre Anlagen nach dem Fair Value Prinzip. Die Bewertung der Vermögensgegenstände der Gesellschaft erfolgt nach in Luxemburg anerkannten Grundsätzen.

In Ermangelung abweichender Festlegungen und vorbehaltlich ergänzender Regelungen im jeweiligen teilfondsspezifischen Anhang wird grundsätzlich wie folgt verfahren:

(a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind: Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren Kurs bewertet; oder, sofern dieser nicht marktgerecht ist, zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist, bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

(b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind: Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, werden ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Gesellschaft und/oder die Verwaltungsgesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist, bewertet.

(c) Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind: Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren Kurs bewertet; oder, sofern dieser nicht marktgerecht ist, zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist, bewertet. Wird ein Geldmarktinstrument an mehreren Börsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

(d) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind: Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, werden ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Gesellschaft und/oder die Verwaltungsgesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist, bewertet. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als neunzig (90) Tage beträgt, werden grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird.

(e) Flüssige Mittel: Flüssige Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

(f) Festgelder: Festgelder werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

(g) Forderungen und Verbindlichkeiten: Forderungen, bspw. abgegrenzte Zinsansprüche sowie Verbindlichkeiten, werden grundsätzlich zum Nennwert angesetzt. Bei wesentlichen fundierten Ereignissen, die beispielsweise die Rückzahlung der Forderung beeinflussen, wird eine Wertanpassung vorgenommen.

(h) Forderungen bzw. Verbindlichkeiten aus abgeschlossenen Devisentermingeschäften: Die Forderungen bzw. Verbindlichkeiten aus abgeschlossenen Devisentermingeschäften werden unter Zugrundelegung des zuletzt bekannt gewordenen Terminkurses für das entsprechende Devisentermingeschäft bewertet. Bei wesentlichen fundierten Ereignissen, die die Rückzahlung der Forderung beeinflussen, wird eine Wertanpassung vorgenommen.

(i) Termingeschäften oder Optionen, die an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden: Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, werden auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von Gesellschaft und/oder der Verwaltungsgesellschaft in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.

(j) Termingeschäfte oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden: Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, sind mit dem Verkehrswert zu bewerten, der bei sorgfältiger Einschätzung unter Berücksichtigung der Gesamtumstände angemessen ist. Termingeschäften oder Optionen werden auf einer von der Verwaltungsgesellschaft festzulegenden und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis bewertet.

(k) Zinsswaps: Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

(l) Investmentanteile: Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln festlegt. Sofern die Investmentanteile börsennotiert sind, wird der letzte bekannte Tageskurs zugrunde gelegt. Sowohl ausländische als auch inländische Investmentanteile werden unter Umständen nur zu bestimmten Terminen zurückgenommen und bewertet, so dass der Rücknahmepreis möglicherweise nicht mehr den aktuellen Anteilwert widerspiegelt.

(m) Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikate und ausstehende Forderungen, vorausbezahlte Auslagen, Bardividenden und erklärte oder aufgelaufene und noch nicht erhaltene Zinsen: Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(n) Beteiligungen in Infrastrukturanlagen: Beteiligungen in Infrastrukturanlagen werden anhand der Discounted Cash Flow Methode (DCF), die im Einzelnen mit dem Wirtschaftsprüfer abgestimmt wird, bewertet.

(o) Nichtbörsennotierte Unternehmensbeteiligungen: Nichtbörsennotierte Unternehmensbeteiligungen (d.h. Private Equity-Anlagen) werden nach den jeweils gültigen Bewertungsrichtlinien (International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines) der European Private Equity & Venture Capital Association (EVCA) bewertet.

(p) Sonstige Wertpapiere, insbesondere Schuldverschreibungen: Sonstige Wertpapiere, insbesondere Schuldverschreibungen, für die die Bewertung gemäß den vorstehenden Absätzen nicht möglich oder nicht durchführbar wäre, werden mit den Anschaffungskosten angesetzt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass dieser Betrag vereinnahmt wird; in diesem Fall erfolgt ein Abschlag in der Höhe, der nach Ansicht der Gesellschaft im Hinblick auf den wahren Wert der betroffenen Vermögenswerte angemessen ist;

(q) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte: Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem von der Gesellschaft und/oder der Verwaltungsgesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

(r) Nicht auf die Basis- bzw. Teilfondswährung lautende Vermögenswerte: Vermögenswerte der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds, die in einer anderen Währung als der Basis- bzw. Teilfondswährung ausgedrückt werden, werden auf der Grundlage des zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen werden dabei hinzugerechnet bzw. abgesetzt. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

(s) Fehlende Marktgerechtigkeit und Kursversorgung: Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unterhalb unter Nr. (5) und (6) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft und/oder die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes und unter Anwendung von nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln festlegt.

(t) Zulassung anderer Bewertungsmethoden: Die Gesellschaft und/oder die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen und in gutem Glauben die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn sie davon ausgeht, dass diese Bewertung den Zeitwert eines beliebigen Vermögenswertes der Gesellschaft besser zum Ausdruck bringt.

Die Verbindlichkeiten der Teilfonds umfassen:

(a) Darlehensverbindlichkeiten (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen) und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital zuzüglich etwaiger Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

(b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich u.a. Verwaltungsvergütungen, Anlageberatungsvergütungen, Performancevergütungen, sonstige Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Gebühren der Depotbank, der Register- und Transferstelle und der Zentralverwaltungsstelle);

(c) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich der vom jeweiligen Teilfonds ausgewiesener aber noch nicht gezahlter Ausschüttungen;

(d) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen der Teilfonds bis zum Bewertungstag basieren (bspw. latente Steuern), und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Teilfonds ansieht; und

(e) alle übrigen Verbindlichkeiten eines Teilfonds, die nach luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten sind sämtliche von einem Teilfonds zu zahlenden Aufwendungen zu berücksichtigen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen eines Teilfonds enthält Artikel 24. Die Teilfonds

können regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

Für die Berechnung des Nettoinventarwertes nach diesem Artikel gilt Folgendes:

(a) Aktien, die ggf. gemäß dieser Satzung zurückgenommen oder eingezogen werden sollen, werden bis zu der Rücknahme beziehungsweise dem vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt in den Büchern als Aktien geführt, die sich im Umlauf befinden. Ab diesem Zeitpunkt bis zur Zahlung des Rücknahmepreises gilt dieser als eine Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds.

(b) Die vom jeweiligen Teilfonds auszugebenden Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

(c) Wenn sich ein Teilfonds an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögensgegenstand zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der betreffende Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht als Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Sollte der genaue Wert der Gegenleistung am jeweiligen Bewertungstag unbekannt sein, wird er vom Verwaltungsrat geschätzt.

(iii) Sowohl bei Käufen als auch bei Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem geregelten Markt gelten die in diesem Punkt (c) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag, der auf den Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs folgt. Wird die Transaktion durch einen Broker ausgeführt ist der Tag maßgeblich, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt.

Art. 17. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe und sofern anwendbar der Rücknahme und des Umtausches von Aktien. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds, die Ausgabe sowie sofern anwendbar den Umtausch und die Rücknahme dieser Aktien zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser, auf dem für den jeweiligen Teilfonds relevanten Markt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum des jeweiligen Teilfonds stehenden Vermögensgegenstände ohne wesentliche nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder ggf. Rücknahme- bzw. Umtauschpreise nicht zutreffend berechnet werden können; oder

(b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögensgegenstandes eines Teilfonds angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes eines Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts des jeweiligen Teilfonds (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von erheblicher Bedeutung ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden; oder

(c) sofern der Wert einer Gesellschaft, an der der Teilfonds direkt oder indirekt beteiligt ist, nicht zeitnah und genau bestimmt werden kann; oder

(d) während eines Zeitraums, in dem Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu marktüblichen Wechselkursen durchgeführt werden können; oder

(e) während eines jeden Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögensgegenstände eines Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als den üblichen Feiertagen) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögensgegenstände, die diesem Teilfonds zuzuteilen sind, beeinträchtigt; oder

(f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft oder Versammlung des betreffenden Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre über einen Beschluss des Verwaltungsrates, den/die jeweilige(n) Aktienklasse/Teilfonds oder die Gesellschaft aufzulösen, oder zum Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds, falls diese vom Verwaltungsrat für notwendig erachtet wird und im Interesse der betroffenen Aktionäre ist; oder

(g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die Gesellschaft informiert die Aktionäre über eine Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds. Im Falle einer Aussetzung wird eine Berechnung nachgeholt, sobald die Umstände es wieder erlauben.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts von anderen Teilfonds, die von den jeweiligen Ereignissen nicht betroffen sind.

Art. 18. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre sein. Eine Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt maximal fünf (5) Jahre, die Wiederwahl eines Verwaltungsratsmitgliedes ist möglich. Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats werden von der Hauptversammlung der Gesellschaft mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen bestimmt.

Durch Beschluss einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Aktien bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft, bei der mindestens 75% der Aktien anwesend oder vertreten sind, können die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit abberufen oder ersetzt werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant werden, kann diese Position vorübergehend bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft von den übrigen Verwaltungsratsmitgliedern ausgefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt bei der nächsten Hauptversammlung der Gesellschaft.

Art. 19. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte mit einfacher Stimmenmehrheit einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Der Schriftführer verfasst und verwahrt die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen, Hauptversammlungen der Gesellschaft und Versammlungen der Teilfonds.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei (2) seiner Verwaltungsratsmitglieder einberufen. Er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, welches Verwaltungsratsmitglied den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, indem es schriftlich (mittels Brief, Telefax oder eines anderen vom Verwaltungsrat zugelassenen Kommunikationsmittels) ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung im Wege einer Videokonferenz teilnehmen oder durch andere Fernkommunikationsmittel, die ihre Identifizierung ermöglichen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, die die tatsächliche Teilnahme an der Sitzung, deren Beratungen und Entscheidungen kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung anwesend ist oder vertreten wird.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei (3) Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, dies gilt nicht im Dringlichkeitsfall, wobei dann die Art und die Umstände, aus denen sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Mitteilung anzugeben sind. Es kann auf den Einberufungsbescheid verzichtet werden, falls jedes Verwaltungsratsmitglied hierzu per Telegramm, Telefax, Telex oder andere elektronische Mittel hierzu sein Einverständnis erteilt. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Beschlüsse des Verwaltungsrats sind wirksam, wenn sie im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen gefasst werden. Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse (Umlaufbeschlüsse) haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die im Rahmen einer Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden und der vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern.

Art. 20. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist befugt, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszwecks und im Rahmen der Anlagepolitik und Anlagegrenzen im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht aufgrund rechtlicher Vorschriften oder dieser Satzung der Hauptversammlung der Gesellschaft oder Versammlung eines Teilfonds vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat ist insbesondere befugt, Kredite aufzunehmen sowie gegenwärtige oder künftige Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Art. 21. Zeichnungsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die auch Verwaltungsratsmitglieder sein können, die durch den Verwaltungsrat ermächtigt wurden.

Art. 22. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann Aufgaben und Befugnisse (einschließlich der Zeichnungsbefugnis für die Gesellschaft im Rahmen der laufenden Geschäftsführung) auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates, einen oder mehrere Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Bevollmächtigte übertragen. Bei den Bevollmächtigten kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln. Der Verwaltungsrat kann die Übertragung von Befugnissen jederzeit rückgängig machen.

Im Falle der Übertragung der laufenden Geschäftsführung der Gesellschaft auf Verwaltungsratsmitglieder ist der Verwaltungsrat verpflichtet, der Hauptversammlung der Gesellschaft jährlich über die Gebühren, die Vergütung und sonstige diesem Verwaltungsratsmitglied gewährten Vorteile zu berichten.

Der Verwaltungsrat kann zudem bestimmte Befugnisse auf Bevollmächtigte übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sind.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann. Außerdem kann der Verwaltungsrat sich durch Gremien, deren Zusammensetzung und Befugnisse durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, beraten lassen.

Art. 23. Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder. Die Hauptversammlung der Gesellschaft kann den Verwaltungsratsmitgliedern für die geleisteten Dienste jährlich eine feste Vergütung zahlen. Außerdem können den Verwaltungsratsmitgliedern die von ihnen in Bezug auf die Gesellschaft getätigten Ausgaben vergütet werden, sofern sie angemessen sind.

Art. 24. Kosten und Gebühren. Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien. Diese können gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes zwischen den einzelnen aufgelegten Teilfonds verteilt werden. Die Gründungskosten können während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren verteilt und abgeschrieben werden.

Alle aufgeführten Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich ggf. anfallender Mehrwertsteuer.

Die aufgeführten Kosten und Gebühren können der Gesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften weiterbelastet werden.

Ferner können der Gesellschaft bzw. dem/den jeweiligen Teilfonds gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes folgende Kosten und Gebühren belastet werden:

(a) Verwaltungsvergütungen,

(b) Anlageberatungsvergütungen,

(c) Performancevergütungen,

(d) sonstige Gebühren für bestimmte für die Gesellschaft, die jeweiligen Teilfonds oder deren Tochtergesellschaften erbrachten Dienstleistungen, insbesondere für Verwaltungs-, Buchhaltungs- und ähnliche Dienste, die im Zusammenhang mit den Anlagen der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds stehen.

Ferner können der Gesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds folgende (laufende) Kosten belastet werden:

(e) Vergütung der Verwaltungsgesellschaft: Für die Verwaltung des jeweiligen Teilfonds erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem jeweiligen Nettoteilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds im teilfondsspezifischen Teil B aufgeführt ist.

(f) Vergütung des Investment Managers: Ein Investment Manager erhält aus dem jeweiligen Nettoteilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds im teilfondsspezifischen Teil B aufgeführt ist.

(g) Vergütung des Anlageberaters: Ein Anlageberater erhält aus dem jeweiligen Nettoteilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds im teilfondsspezifischen Teil B aufgeführt ist.

(h) Erfolgsabhängige Vergütung: Die Verwaltungsgesellschaft oder der Investment Manager und/oder der Anlageberater („Begünstigter“) kann aus dem jeweiligen Nettoteilfondsvermögen eine erfolgsabhängige Vergütung, die Erfolgsvergütung („Performance-Fee“) erhalten, welche als jährlicher Prozentsatz auf den Teil der jährlich netto – das heißt unter Berücksichtigung eventueller zwischenzeitlicher Wertminderungen – erwirtschafteten Wertentwicklung berechnet wird. Die Erfolgsvergütung kann entweder auf den gesamten Nettowertzuwachs oder den einen bestimmten Mindestprozentsatz oder eine Benchmark übersteigenden Teil des Nettowertzuwachses gerechnet werden. Die prozentuale Höhe, der Begünstigte sowie der Berechnungs- und Auszahlungsmodus dieser Vergütung sind im teilfondsspezifischen Teil B aufgeführt.

(i) Vergütung der Depotbank und Zahlstelle sowie der Register- und Transferstelle: Die Depotbank und Zahlstelle sowie die Register- und Transferstelle erhalten aus dem jeweiligen Nettoteilfondsvermögen eine Vergütung, die sich nach den in Luxemburg banküblichen Gebühren richtet und in Teil B zum Prospekt aufgeführt ist.

(j) Vergütung der Zentralverwaltung: Die Zentralverwaltung erhält aus dem jeweiligen Nettoteilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds im teilfondsspezifischen Teil B aufgeführt ist.

(k) Vergütung der Hauptvertriebsstelle: Die Hauptvertriebsstelle kann aus dem jeweiligen Nettoteilfondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds im teilfondsspezifischen Teil B aufgeführt sind.

(l) Geldwerte Vorteile im Zusammenhang mit Handelsgeschäften: Der Verwaltungsgesellschaft und/oder dem Investment Manager und/oder dem Anlageberater können im Zusammenhang mit Handelsgeschäften geldwerte Vorteile (bspw. Broker Research, Finanzanalysen, Markt- und Kursinformationssysteme) entstehen, die im Interesse der Anleger bei den Anlageentscheidungen verwendet werden.

(m) Bestandsprovisionen: Etwaige Bestandsprovisionen, die die Verwaltungsgesellschaft und/oder der Investment Manager und/oder der Anlageberater für die Anlage in bestimmte Investmentanteile erhält, fließen als sonstige Erträge dem jeweiligen Teilfondsvermögen zu, das Anteile dieser Investmentanteile hält.

(n) Kosten der Investmentanteile: Für das jeweilige Teilfondsvermögen können indirekt für die in ihm enthaltenen Investmentanteile weitere Kosten (bspw. Verwaltungsvergütung, Depotbankvergütung, Performance-Fee, etc.) anfallen.

(o) Kosten bei Erwerb, Veräußerung, Bebauung und Umbau von Immobilien: Werden für den jeweiligen Teilfonds bzw. für seine Zweckgesellschaften Investitionen vorgenommen, so kann die Verwaltungsgesellschaft jeweils eine einmalige Vergütung bis zur Höhe von 1,5% (i) der Anschaffungsaufwendungen (Kaufpreis plus Anschaffungsnebenkosten), (ii) des Verkaufserlöses (Verkaufspreis abzüglich Veräußerungsnebenkosten) bzw. (iii) der Bau- und Umbaufwendungen (Bau- plus Baunebenkosten) beanspruchen.

Der Gesellschaft bzw. dem jeweiligen Teilfonds können außerdem folgende Kosten belastet werden:

(p) alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten der Gesellschaft bzw. Teilfonds, insbesondere Verwaltungsgebühren der CSSF, die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente sowie die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen, ggf. anderer Gremien der Gesellschaft bzw. Teilfonds eine etwaige Vergütung der Mitglieder dieser Gremien der Gesellschaft bzw. Teilfonds, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder;

(q) Kosten des Risiko Management, der Risikomessung und der Risikoüberwachung;

(r) Gebühren des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft;

(s) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Gesellschaft bzw. Teilfonds und deren Verwahrung sowie bankübliche Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;

(t) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (bspw. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Geschäften des jeweiligen Teilfonds in Aktien anfallen;

(u) Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Aktien;

(v) sämtliche mit den Veröffentlichungen und der Lieferung von Informationen an die Aktieninhaber zusammenhängenden Kosten (bspw. Kosten für die Erstellung sowie den Druck und Verteilung der Jahres- und Halbjahresberichte sowie Verkaufsprospekte, Kosten der Preisveröffentlichung, Übersetzungen, Informationsbroschüren, etc.);

(w) Kosten für die Kalkulation der laufenden Kosten („Total Expense Ratio“);

(x) Kosten für die Nutzung von elektronischen Reporting-Systemen;

(y) alle Steuern auf die Vermögenswerte und Einkünfte der Gesellschaft bzw. Teilfonds sowie alle sonstigen Steuern und Abgaben;

(z) Kosten der Geltendmachung und Durchsetzung von Rechtsansprüchen der Gesellschaft bzw. Teilfonds;

(aa) Versicherungskosten;

(bb) Kosten für Gutachter, Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute;

(cc) im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Bebauung, der Veräußerung und der Belastung von Immobilien entstehende Nebenkosten (einschließlich Steuern);

(dd) bei der Verwaltung von Immobilien entstehende Fremdkapital- und Bewirtschaftungskosten (Verwaltungs-, Instandhaltungs-, Betriebs-, und Rechtsverfolgungskosten);

(ee) Kosten im Zusammenhang mit der Errichtung von Zweckgesellschaften;

(ff) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung (bspw. Rechts- und Steuerberatung, Buchhaltung und sonstige Auslagen) sowie der Bewertung von sonstigen Vermögenswerten entstehende Kosten;

(gg) Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax, und Telex-Gebühren und ggf. Mietkosten von Büroflächen;

(hh) von der Gesellschaft bzw. Teilfonds zu tragenden Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten);

(ii) alle Kosten für die Eintragung und die Aufrechterhaltung der Eintragung der Gesellschaft bzw. Teilfonds in behördlichen Registern und Börsen;

(jj) sämtliche angemessenen Kosten der Vermarktung der Anteile der Gesellschaft bzw. Teilfonds sowie etwaiger Werbung;

(kk) etwaige Kosten für Interessenverbände;

(ll) ggf. Kosten zur Analyse des Anlageerfolges durch Dritte;

(mm) Kosten für die Beurteilung der Teilfonds durch Ratingagenturen;

(nn) Kosten für das Rating von Vermögensgegenständen, insbesondere das Emittenten-Rating von verzinslichen Wertpapieren;

(oo) Kosten im Zusammenhang mit der Genehmigung oder Änderung von Vertragsbedingungen;

(pp) Kosten für die Auflage von neuen Teilfonds oder Aktienklassen, die dem jeweiligen Teilfonds zugerechnet werden;

(qq) sämtliche andere im Rahmen des Betriebs und der Verwaltung der Gesellschaft bzw. Teilfonds entstehende Kosten.

Art. 25. Interessenkonflikte. Kein Vertrag und kein Vergleich, den die Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft schließt, wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft irgendwelche Interessen an dieser anderen Gesellschaft haben.

Ein Verwaltungsratsmitglied, ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen tritt, verliert nicht dadurch das Recht in Angelegenheiten zu beraten, abzustimmen und zu handeln, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Zusammenhang stehen.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft gegensätzliches persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses gegensätzliche persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Hauptversammlung der Gesellschaft berichtet. Die beschriebene Regelung findet keine Anwendung auf Beschlüsse des Verwaltungsrats im Zusammenhang mit Geschäften im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit und die zu normalen/verkehrsüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

Art. 26. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird die Mitglieder des Verwaltungsrats, Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter der Gesellschaft, eines etwaigen Investment Managers und/oder Anlageberaters sowie jeden Vertreter eines etwaigen Anlageausschusses und/oder Fachbeirats für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter der Gesellschaft, der etwaigen Investment Manager und/oder Anlageberater oder als ein Vertreter eines etwaigen Anlageausschusses und/oder Fachbeirats aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen Dritter, Schäden und Verbindlichkeiten gegenüber Dritten freistellen.

Im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

Art. 27. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die von der Hauptversammlung der Gesellschaft beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Art. 28. Vertretung. Die ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen, soweit sie nicht in dieser Satzung oder von Gesetzes wegen dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

Art. 29. Hauptversammlung der Gesellschaft - Versammlung eines Teilfonds. Die Hauptversammlung der Gesellschaft wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, einberufen werden.

Die alljährliche ordentliche Hauptversammlung der Gesellschaft wird im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort am dritten Donnerstag des Monats Juni um 11:00 Uhr MEZ abgehalten. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Hauptversammlung der Gesellschaft zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

Außerordentliche Hauptversammlungen der Gesellschaft können an den in den jeweiligen Einberufungsmittelungen genannten Orten und Zeiten abgehalten werden.

Aktionäre können persönlich an der Hauptversammlung der Gesellschaft teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können, soweit sich aus diesem Artikel 29 oder nach zwingenden Bestimmungen des luxemburgischen Rechts nichts anderes ergibt, nur auf einer Hauptversammlung der Gesellschaft gefasst werden.

Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht (8) Kalendertage vor der Hauptversammlung der Gesellschaft ein. Die Einladung wird per Brief an die angegebenen Adressen der Aktionäre versandt. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt durch den Verwaltungsrat. Die Hauptversammlung kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Hauptversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des luxemburgischen Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Hauptversammlung veranlasst. Die Einberufung der Hauptversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf (5) Tage vor Abhaltung der einberufenen Hauptversammlung durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

Die Einladung zur Hauptversammlung der Gesellschaft wird, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial, in einer luxemburgischen Tageszeitung und in einer anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitung veröffentlicht.

Die Hauptversammlung der Gesellschaft kann ohne eine förmliche Einladung stattfinden, wenn alle Aktionäre anwesend beziehungsweise ordnungsgemäß vertreten sind und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert erklären.

Auf einer Hauptversammlung der Gesellschaft dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, die die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Hauptversammlung der Gesellschaft zugelassen zu werden. Weiterhin gelten alle anwendbaren Regeln des Gesetzes von 1915.

Aktionäre, die Aktien an einem Teilfonds halten, können jederzeit Versammlungen des betreffenden Teilfonds zur Regelung von ausschließlich diesen Teilfonds betreffenden Angelegenheiten abhalten. Für Versammlungen der Teilfonds gelten die obigen Absätze entsprechend außer Absatz 2.

Art. 30. Mehrheitserfordernisse. Jede Aktie eines Teilfonds gewährt, im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts und dieser Satzung, eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Hauptversammlung der Gesellschaft und Versammlung eines Teilfonds handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen gemäß dem Gesetz von 1915, dieser Satzung oder den im Verkaufsprospekt für den einzelnen Teilfonds getroffenen Regelungen werden Beschlüsse der Hauptversammlung der Gesellschaft oder von Versammlungen eines bestimmten Teilfonds mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst.

Art. 31. Geschäftsjahr. Vorbehaltlich der Übergangsbestimmungen beginnt das Geschäftsjahr der Gesellschaft am 01. Januar eines jeden Kalenderjahres endet am 31. Dezember desselben Kalenderjahres.

Die Abschlüsse sind in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen ausgewiesen und der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg aufgestellt.

Art. 32. Ertragsverwendung. Die Verwendung der Erträge wird im jeweiligen teilfondsspezifischen Anhang des Verkaufsprospektes geregelt.

Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen Zwischenausschüttungen beschließen.

Ausschüttungen an die Aktionäre werden auf das angegebene Konto gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro.

Art. 33. Depotbank. Gemäß dem Gesetz von 2007, wird die Gesellschaft im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer Depotbank abschließen.

Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb angemessener Zeit nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 34. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden. Ein solcher Beschluss bedarf einem Quorum gemäß dem Gesetz von 1915 und einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen. Des Weiteren erfolgt die Auflösung zwingend in den übrigen in der Satzung vorgesehenen Fällen.

Sollte der Nettoinventarwert unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundert-fünzigtausend Euro (1.250.000,- EUR), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Hauptversammlung der Gesellschaft die Entscheidung über die Auflösung der Gesellschaft vorzulegen. Die Hauptversammlung der Gesellschaft, die in diesem Fall ohne Quorum beschlussfähig ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Hauptversammlung der Gesellschaft abgegebenen Stimmen. Fällt das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des gesetzlichen Mindestgesellschaftsvermögens, legt der Verwaltungsrat die Frage der vorzeitigen Auflösung der Hauptversammlung der Gesellschaft vor, die ohne Quorumfordernis und mit einer Mehrheit von einem Viertel der abgegebenen Stimmen über die Auflösung zu entscheiden hat. Die Hauptversammlung der Gesellschaft muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig (40) Tagen nach dem Tag, an dem festgestellt wird, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Ausgabe neuer Aktien durch die Gesellschaft wird am Tag der Veröffentlichung der Einberufung zur Hauptversammlung der Gesellschaft, bei der die Auflösung vorgeschlagen werden wird, eingestellt.

Art. 35. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds. Die Versammlung eines jeweiligen Teilfonds kann mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen ohne Quorum beschließen, den jeweiligen Teilfonds aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionären der Nettoinventarwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds zurückerstattet wird.

Teilfonds mit einer beschränkten Laufzeit werden grundsätzlich zum jeweiligen Laufzeitende aufgelöst und liquidiert. Bei der Festlegung des effektiven Liquidationszeitpunktes ist jedoch auf die voraussichtliche Dauer der Veräußerung der Vermögensgegenstände des Teilfonds so Bedacht zu nehmen, dass die Interessen der Aktionäre bestmöglich gewahrt bleiben. Sachausschüttungen an die Aktionäre der betreffenden Teilfonds werden nicht erfolgen. Die Aktionäre des jeweiligen Teilfonds können mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen auch eine Verlängerung des Teilfonds und damit verbundene Bedingungen beschließen.

Durch Beschluss der Versammlung des jeweiligen Teilfonds mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen, kann das Auflösungsdatum auch vor- oder nachverlegt werden.

Nimmt der Nettoinventarwert eines Teilfonds, gleich aus welchem Grund, in einem Maße ab, das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt wird, so dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des/der betroffenen Teilfonds nicht mehr möglich ist, oder wenn eine Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation materiell ungünstige Folgen auf die Anlagen eines Teilfonds haben könnte, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit beschließen den Teilfonds aufzulösen und die zwangsweise Einziehung sämtlicher Aktien der betreffenden Teilfonds zum jeweiligen Nettoinventarwert je Aktie beschließen.

Die Entscheidung der Auflösung des Teilfonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt und gibt die Gründe und das Verfahren der zwangsweisen Einziehung an. Hierbei werden die eigentlichen Veräußerungspreise und -ausgaben der Vermögensgegenstände berücksichtigt, und auf den Bewertungstag berechnet, an dem der entsprechende Beschluss wirksam wird. Ab dem Datum der Auflösung des Teilfonds ist ein Rückkauf der Aktien nicht mehr zulässig.

Vermögensgegenstände, die nach der Durchführung der Auflösung des jeweiligen Teilfonds nicht an die Investoren ausgeschüttet werden können, werden für neun (9) Monate ab dem Tag des Inkrafttretens bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögensgegenstände, gemäß den Anforderungen des Gesetzes von 2007, bei der Caisse de Consignation im Namen der Investoren hinterlegt.

Alle zurückbezahlten Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Unter den in Absatz vier beschriebenen Voraussetzungen kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögensgegenstände des zu liquidierenden Teilfonds einem anderen Teilfonds der Gesellschaft, oder einem anderen spezialisierten Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 („Neuer OGA“) zuzuteilen. Die Entscheidung muss einen (1) Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, den jeweiligen Investoren mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss Informationen in Bezug auf den Neuen OGA enthalten, während dieser Monatsfrist wird den Aktionären die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien angeboten.

Wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind, kann der Verwaltungsrat unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung der Aktionäre entscheiden, einen Teilfonds mit einem anderen Teilfonds zu verschmelzen:

- (a) wenn der Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds unter einen gewissen Betrag fällt, der vom Verwaltungsrat als angemessen angesehen wird, um diesen Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise verwalten zu können, und/oder
- (b) bei Änderungen im wirtschaftlichen und/oder politischen Umfeld des Teilfonds.

Die Entscheidung zu einer Verschmelzung eines Teilfonds muss einen (1) Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, den betroffenen Investoren mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss Informationen in Bezug auf den neuen Teilfonds enthalten, während dieser Monatsfrist wird den Aktionären die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien angeboten.

Ein Beschluss, die Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen einzubringen, wie in den vorausgehenden Absätzen beschrieben, oder in einen anderen Teilfonds

innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen kann grundsätzlich durch Beschluss der Aktionäre des betroffenen Teilfonds gefasst werden, wobei die Anforderungen an die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitserfordernisse wie für eine Auflösung des Teilfonds gelten. Sofern der Teilfonds jedoch mit einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen auf vertraglicher Basis („fonds commun de placement“) oder einem im Ausland angesiedelten Organismus für gemeinsame Anlagen verschmolzen wird, ist der Beschluss nur für diejenigen Aktionäre bindend, die für eine solche Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 36. Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft und/oder eines Teilfonds wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann, die von der CSSF genehmigt werden müssen. Die Hauptversammlung der Gesellschaft bzw. im Falle der Liquidation eines bestimmten Teilfonds die Versammlung des jeweiligen Teilfonds bestellt die Liquidatoren und bestimmt deren Befugnisse und Vergütung.

Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögensgegenstände der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation für den gesetzlich festgelegten Zeitraum bei der Caisse de Consignation hinterlegt werden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

Art. 37. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann nur durch die Hauptversammlung unter Einhaltung der Vorschriften des Gesetzes von 1915 und/oder des Gesetzes von 2007 bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, die besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 38. Maßgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 entschieden. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.
- 2.- Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2015 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Nach Feststellung der Satzung wie vorstehend erwähnt, erklärt die Komparentin, die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals zu zeichnen und in bar einzuzahlen, für eine gesamt Summe von 31.000,- EUR (einunddreißig tausend Euro), welche Summe der Gesellschaft zur freien Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr 2.700,- EUR zu deren Zahlung die Gründer sich persönlich verpflichten.

Beschlüsse der Alleinigen Aktionärin

Alsdann hat die vorgenannten Komparentin, welche das gesamte Aktienkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) und diejenige der Kommissare auf einen (1) festgelegt.
2. - Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Herr Martin SANDER, Direktor, geboren in Wolfsburg (D) am 07. September 1966, berufsansässig in D-40880 Ratingen, Kaiserswerther Str. 115, Mitglied und Vorsitzender des Verwaltungsrat
 - Dame Ina MANGELSDORF-WALLNER, Direktorin, geboren in Gera (D), am 21. Juni 1965, berufsansässig in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville;
 - Herr Stephan BLOHM, Direktor, geboren in Bremerhaven (D), am 25. Januar 1970, berufsansässig in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville;
- 3.- Deloitte Audit, Gesellschaft mit beschränkter Haftung (“société à responsabilité limitée“) mit Sitz in L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 67.895, wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer (“réviseur d’entreprises agréé“) ernannt.

4.- Die Mandate des Verwaltungsratsmitgliedern und dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer enden beim Abschluss der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2015.

5.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Guido HAAS, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 janvier 2014. Relation GRE/2014/382. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014016136/808.

(140019277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2014.

Restaurant La Cellula S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3222 Bettembourg, 67-69, route de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 86.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014018388/9.

(140021086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Credit Suisse Prime Select Trust (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 69.054.

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of the month of December;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of CREDIT SUISSE PRIME SELECT TRUST (LUX), a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), incorporated pursuant to a notarial deed dated 24 March 1999 drawn up by Me Reginald NEUMAN, notary then residing in Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 326 of 7 May 1999, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under the number B 69054, and having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"). The articles of incorporation of the Company were last amended through a notarial deed dated 12 November 2012, drawn up by the undersigned Notary and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3086, page 148124 of 27 December 2012.

The Meeting elected as chairman Mr. Rudolf KOEMEN, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The chairman appointed as secretary of the Meeting Ms. Jacqueline SIEBENALLER, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Meeting elects as scrutineer Ms. Elizabete MACHADO, Assistant Vice President, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. Restatement of the Articles of Incorporation of the Company in the context of the AIFMD requirements;
2. Appointment of Messrs Dominique DÉLÈZE and Josef H. M. HEHENKAMP as new board members of the Company.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed ne varietur by the proxyholders of the represented shareholders, by the bureau of the Meeting and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 29 November 2013 to the registered shareholders.

IV. The resolutions on the agenda require a quorum of 50% of the share capital of the Company and may only be validly take if approved by at least 2/3 of the votes cast.

V. It appears from the attendance list that, out of the 204'778.737 shares in issue as at 9 December 2013, 119'642 shares are present or represented and that they represent 58.42 % of the share capital of the Company.

VI. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After approval of the statements of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the Meeting passed, after deliberation, the following resolution by unanimous vote:

First resolution

The Meeting RESOLVES to restate the articles of incorporation, in the context of the AIFMD requirements, and which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Name. It is hereby established among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a “société anonyme” qualifying as a “société d’investissement à capital variable” under the name of CREDIT SUISSE PRIME SELECT TRUST (LUX) (“the Corporation”) which will designate an alternative investment fund manager (the “AIFM”), licenced under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers as amended (the “Law of 12 July 2013”), to assist it in the performance of certain duties in accordance with the Law of 12 July 2013, as determined from time to time.

Art. 2. Duration. The Corporation is established for an indefinite duration. The Corporation may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article 31 hereof.

Art. 3. Object. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of all types and other investments permitted by law, including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the results of the management of the Corporation’s portfolio. The Corporation may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes to the full extent permitted to a “société d’investissement à capital variable” by part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment as amended from time to time (“the Law of 17 December 2010”).

Art. 4. Registered Office.

4.1. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg-City in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Corporation (“the Board of Directors”).

4.2. In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital and Certification of Shares.

5.1. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at all times be equal to the total net assets of the Corporation as determined in accordance with Article 22 hereof.

The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent of one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) which shall be reached within 6 months of registration of the Corporation by the supervisory authorities.

5.2. The Board of Directors is authorized without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article 23 hereof at prices based on the net asset value per share or at the net asset value per share of the relevant class determined in accordance with Article 22 hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. The Board of Directors reserves the right to reject any subscription for shares, whether in whole or in part, for any reason. For the purpose of issuing new shares the Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions for, receiving payment for and delivering such shares.

5.3. Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in a specific pool of assets consisting of such specific types of securities or other assets, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in United States dollars, be converted into United States dollars and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

5.4. Payment for shares shall be made on such date before the valuation date as at which the subscription price for the shares is determined or by such subsequent date as the Board of Directors shall from time to time determine and publicise in the Prospectus.

5.5. The Board of Directors shall determine whether the Corporation shall issue shares in bearer form which shall be specified in the Prospectus. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe.

Share certificates, if any, shall be signed by two Directors. One or both of such signatures may be facsimile as the Board of Directors shall determine. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

5.6. If bearer share certificates are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders (“the Register of Shareholders”) to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate and, if requested, by an entry in the Register of Shareholders and shareholders will receive a confirmation of holding or other certification as determined by the Board of Directors. At the option of the Directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares are converted into bearer form, the Corporation may require assurances satisfactory to the Board of Directors that such issuance or conversion will not result in such shares being held by a “U.S. person” as defined in Article 8 hereof.

5.7. All registered shares of the Corporation shall be registered in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefor by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his elected domicile and the number and class of shares held by him. Every transfer and devolution of a registered share shall be entered in the Register of Shareholders. Unless the Board of Directors otherwise decides, each holder of registered shares shall receive a written confirmation of his holding.

5.8. Transfer of registered shares shall be effected by delivering to the Corporation the certificate, if issued, and instruments of transfer satisfactory to the Corporation or by written declaration of transfer inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and if so required by the Board of Directors, by the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. The Board of Directors may decline to register any transfer of registered shares unless the instrument of transfer is deposited at such place as indicated in the prospectus of the Corporation (“Prospectus”) together with such other evidence as the Board of Directors may reasonably require to demonstrate the entitlement of the transferor to make the transfer. Following the transfer of registered shares, minimum holding requirements may apply to the transferor and the transferee as indicated in the Prospectus.

5.9. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bear owners and usufructaries vis-à-vis the Corporation.

In the event that a share is registered in the name of more than one person, the Corporation may deem the first named holder in the Register to be the representative of all other joint holders and he shall alone be entitled to receive notices from the Corporation.

In the case of bearer share certificates, the Corporation may consider the bearer, and in the case of registered shares the Corporation may consider the person in whose name the shares are registered in the Register of Shareholders, as the full owner of the shares. The Corporation shall be completely free from every responsibility in dealing with such shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, subject, however, to the condition that the foregoing shall deprive no person of any right which he might have properly to demand the registration or a change in the registration of registered shares.

5.10. Every person acquiring registered shares must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders as his elected domicile.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Corporation or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until a different address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may at any time change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

5.11. If a payment made by any subscriber results in the issue of a fraction of a share, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Board of Directors shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis, if any. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 6. Replacement of certificates. Bearer share certificates, if issued, proved to be mislaid, stolen or destroyed may be replaced by duplicates under such conditions and warranties imposed or permitted by applicable law and as the Board of Directors may determine consistent therewith. The original share certificate so replaced shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate and all reasonable expenses incurred by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the voiding of the old share certificate.

Art. 7. Restrictions of ownership.

7.1. The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Board of Directors such holding may be detrimental to the Corporation, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

Specifically but without limitation, the Corporation may restrict the ownership of shares in the Corporation by any U.S. person, as defined hereafter.

7.2. For such purposes the Corporation may:

A. decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person exceeding the maximum percentage fixed by the Board of Directors of the Corporation's capital which can be held by persons who are resident or domiciled in a specific country or who are nationals thereof (the maximum percentage), or might entail that the number of such persons, who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the Board of Directors (the maximum number); and

B. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Corporation; including, if and to the extent determined by the Board of Directors, U.S. persons; and

C. decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares or of any beneficial owner of shares exceeding the maximum percentage or maximum number, at any meeting of shareholders of the Corporation; and

D. where it appears to the Corporation that any person precluded from holding shares in the Corporation either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or that he holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the Board of Directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder.

7.3. The redemption procedure shall be as follows:

(1) The Corporation shall serve a notice (the purchase notice) upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder in accordance with the conditions set out in the Prospectus, if any at his last address known to, or appearing in the books of, the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the Register of Shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the purchase price) shall be the redemption price defined in Article 20 hereof, less any service charge as determined by the Board of Directors from time to time and published in the Prospectus or, if applicable, any deferred sales charge.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years as from the date specified in the purchase notice, may thereafter not be claimed anymore and shall revert to the Corporation. The Board of Directors shall have the power to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Corporation.

7.4. The exercise by the Corporation of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true

ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

Art. 8. U.S. Person. Whenever used in these Articles the term U.S. person shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the 1933 Act) or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace or complement regulation S or the 1933 Act. The Board of Directors shall define the word U.S. Person on the basis of these provisions and publicise this definition in the Prospectus.

Art. 9. Powers of Shareholders' Meetings. Any properly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of the shareholders of the Corporation. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Corporation regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 10. Shareholders' meetings.

10.1. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the second Thursday of the month of June at eleven a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held outside of Luxembourg if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

10.2. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

10.3. If bearer shares are in issue, notice of meeting of shareholders will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper twice at eight-day intervals provided that the second publication must occur at least eight days before the meeting. The Board of Directors may decide to publish such notices in such other newspapers as it may determine. Notice will be sent to the holders of registered shares eight days prior to the meeting; however, the giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders shall be served by registered mail. The quorums required by Luxembourg law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

10.4. Each share of whatever class and regardless of its net asset value per share is entitled to one vote, subject to the restrictions imposed by these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person (which must not necessarily be a shareholder and which may be a Director of the Corporation) as his proxy, which proxy shall be issued in writing and be submitted in original or in the form of a cable, telegram, telex, fax or e-mail whereby the original shall follow as soon as practicable.

10.5. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

10.6. Except as otherwise provided herein or required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

10.7. The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions of participation in meetings of shareholders.

10.8 Shareholders must notify in writing any of the parties specified in the Prospectus of changes or of any other information which may concern the account relationship.

Art. 11. Notices and agenda. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda of the meeting and published as provided in Article 10 hereof. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the case where the meeting is called on the written demand of the shareholders as permitted by law, in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda.

Art. 12. Board of Directors. The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Corporation.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until their successors are elected. Directors proposed for election listed in the agenda of the annual general meeting shall be elected by the majority of the shares present and voting. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. Procedures of Board Meetings.

13.1. The Board of Directors may choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

13.2. The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the vice-chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director, an officer of the Corporation or such other individual as they may determine as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

13.3. The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Corporation, which may include a general manager, assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation and, who do not need to be a Director or shareholder of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to such officers of the Corporation or to other contracting parties.

The Board may also delegate any of its powers to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

13.4 Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given either in writing or by cable, telegram, telex, facsimile or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. The notice shall specify the purpose of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action taken by the board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram or telex or fax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors may deliberate or act validly only at a duly convened meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

A meeting of the Board of Directors held either by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Directors shall participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that minutes of the meeting are taken and signed by the Chairman of the meeting Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing, or by telegram or telex or fax at such meeting.

13.5. Circular resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a Director affixed. Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent Circular Resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular Resolution shall be the one of the latest approval received by the Corporation via electronic means of communication.

Any Circular resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

13.6. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as permitted by resolution of the Board of Directors.

Art. 14. Minutes of Board Meetings. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by two Directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two Directors or by one Director and the secretary or an assistant secretary.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation, subject to such investment restrictions as may apply by law or regulation or these Articles or as may be determined by the Board of Directors in respect of the investments relating to each class of shares.

The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Conflicts of Interest.

16.1. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Corporation is interested in, or is a Director, officer or an employee of such other corporation or entity.

16.2. In the event that any Director or officer of the Corporation may have a personal interest in any transaction of the Corporation (other than that arising by virtue of serving as a Director, officer or employee of or by virtue of ownership of or interest in the other contracting party), such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on such transactions, and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

16.3. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CREDIT SUISSE, any subsidiary or affiliate thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 17. Indemnification.

17.1. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a Director or officer of the Corporation shall be indemnified by the Corporation to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

17.2. The words "claim", "actions", "suit" or "proceeding", shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words "liability" and "expenses" shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgements, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

17.3. No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

A. against any liability to the Corporation or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

B. with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Corporation;

C. in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

1) by a court or other body approving the settlement; or

2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the Board of Directors of the Corporation constituting at least a majority of such Board who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or

3) by written opinion of independent counsel.

17.4. The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Corporation, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

17.5. Expenses in connection with the preparation and presentation of a defence to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article 17 may be advanced by the Corporation, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article 17.

Art. 18. Signatory Powers. The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or individual signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Audit. The operations of the Corporation and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one or several auditors, who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law of 17 December 2010. The auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until their successor is elected.

The auditors in office may be replaced at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 20. Redemption of Shares.

20.1. As is more specifically described herein below, the Corporation shall have the power to redeem its own shares at any time, subject solely to the limitations set forth by law.

20.2. Shares in a subfund may only be redeemed on each valuation date as further specified in the Prospectus.

Redemptions must be requested by the shareholder by completing the redemption application, which must be received by such party and in such manner as specified in the Prospectus.

Redemption applications received after this deadline shall be treated as a request for redemption on the valuation date immediately thereafter at the net asset value per share as of the next valuation date.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

20.3. Shares which are subject to a request for redemption shall be redeemed on the calculation date following the applicable valuation date. A shareholder who redeems his shares will receive an amount per share redeemed equal to the net asset value per share as of the applicable valuation date for the relevant class in the relevant subfund after conversion (if applicable) of such amount from the currency in which the redeemed shares are denominated into the currency requested by the shareholder in the redemption application and after deduction of the costs and expenses associated with such currency conversion.

20.4 During the period between the valuation date and the calculation date on which the shares are redeemed, the shareholder will continue to hold the shares which are subject to the redemption request. Since the redemption proceeds are determined by reference to the net asset value per share on the valuation date, the amount which the shareholder receives upon redemption of the shares will not reflect any increase (or decrease) between the valuation date and the calculation date in the net asset value of the shares which are redeemed.

20.4. If the redemption application does not relate to a shareholder's entire holding of shares, the shareholder must have a holding of shares after such redemption with an aggregate net asset value (on the relevant valuation date) which is equal to or greater than the minimum holding applicable to the relevant class of shares in the sub-fund in which the shareholder continues to hold shares as the board of directors shall determine from time to time and as further specified in the Prospectus or, if the minimum subscription amount was waived at the time of subscribing for the relevant class, the shareholder must have a holding of shares above the aggregate value of the shares of the relevant class for which the shareholder originally subscribed. Otherwise the redemption application may be treated as a request for the redemption of the shareholder's entire holding of shares.

The redemption of shares may be suspended for specific periods in accordance with Article 22. Redemption applications must be made as specified in the Prospectus.

Redemption applications are irrevocable and proceeds of the redemption will be remitted to the account indicated in the redemption application within the time limit indicated in the Prospectus. The Corporation reserves the right not to redeem any shares in the circumstances set out in the Prospectus.

20.5. In case of a large amount of redemptions, the Corporation may decide to settle redemption applications once it has sold the relevant assets of the subfund concerned without undue delay.

Where such a measure is necessary, and if not otherwise specified in the Prospectus, all redemption applications received for the same valuation date shall be settled at the same price.

In addition, the Corporation may decide to pay the redemption proceeds proportionally in several payments in case the proceeds from the sale of any investments are paid in instalments.

Further, the Corporation may apply tools and arrangements necessary to handle illiquid assets in order to respond to redemption requests. In particular, the Corporation may apply gates and side pockets. Whether such arrangements may be applied is specified for the relevant subfund in the Prospectus. However, under exceptional circumstances and if in the interest of the relevant subfund and its shareholders, the Board of Directors may decide to apply gates and side pockets on an ad-hoc basis, although the possibility to use such arrangements is not provided for in the Prospectus. Should the Corporation consider it necessary to apply any such tool or arrangement, investors applying for or who have already applied for redemption of shares in the respective subfund shall be notified, in accordance with the Prospectus, of the application without delay so that they are given the opportunity to withdraw their application.

Art. 21. Mandatory Redemption.

21.1. The Corporation may, at any time, redeem all of its shares, if the Corporation determines, in its sole discretion, that the net asset value of a subfund is insufficient for managing the assets of the relevant subfund in accordance with its respective investment objectives and policies.

In addition, the Corporation may redeem a shareholder's entire holding of a class of shares in a subfund if the aggregate net asset value of the shares of the same class and in the same subfund held by the shareholder, after the redemption or transfer of part of the shareholder's holding of such shares, falls below the level of the minimum holding for this class of shares.

The Corporation is entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder where any of the representations and warranties made in connection with the acquisition of the shares were not true or have ceased to be true, or the holding by such shareholder in a particular share class has fallen below the minimum holding amount for that class as specified in the Prospectus, or such shareholder fails to comply with any other applicable eligibility condition for that share class. The Corporation is also entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder in any other circumstances in which the Board of Directors determines in its absolute discretion that such compulsory redemption would avoid material, legal, regulatory, pecuniary, tax, economic, proprietary, administrative or other disadvantages to the Corporation, including but not limited to the cases where such shares are held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares, or who fail to comply with any obligations associated with the holding of these shares under the applicable regulations. The procedure to be followed in the event of a proposed mandatory redemption is specified in the Prospectus.

If the Board of Directors becomes aware that the sale of shares to any person would cause the Corporation to be required to register shares or to be subject to tax or to violate the laws of any jurisdiction, the Board of Directors may effect a redemption of such shares. In such case it will take due account of the legitimate interests of such shareholder.

21.2. The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of such class or classes of shares to those of another existing class of share and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to such class or classes to another undertaking for collective investment against issue of shares of such other undertakings for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned.

21.3. Such decision will be published by the Corporation and such publication will contain information in relation to the new class of shares or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made within one month before the date on which such consolidation shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, except for any deferred sales charge, before the implementation of any such transaction.

21.4. There shall be no quorum requirements for the general meeting deciding upon a consolidation of several classes of shares within the Corporation and any resolution on this subject may be taken by simple majority. Resolutions to be passed by any class meeting with respect to a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another undertaking for collective investment shall be subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 29 of these Articles, except when a merger is to be implemented with a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case the resolutions shall only be binding upon such shareholders who shall have voted in favour of the merger proposals.

Art. 22. Calculation of Net Asset Value.

22.1. The net asset value of each subfund shall be calculated in the reference currency of the subfund and shall be determined under the responsibility of the AIFM by the central administration as of the close of business in Luxembourg on the valuation date of each month by calculating the aggregate of:

i) the value of all assets of the Corporation (including any rebates paid by fund managers relating to fees charged to the Corporation) which are allocated to the relevant Subfund in accordance with the provisions of the present Articles of Incorporation;

ii) less all the liabilities of the Corporation which are allocated to the 20 relevant subfund in accordance with the provisions of the present Articles of Incorporation, and all fees attributable to the relevant subfund (including management fees and performance fees), which fees have accrued but are unpaid on the relevant valuation date.

The net asset value per share shall be determined on the valuation date of each month by dividing the net asset value of the relevant subfund by the number of shares which are in issue at the close of business in Luxembourg as of such valuation date (including shares in relation to which a shareholder has requested redemption on such valuation date).

If the subfund has more than one class of shares in issue, the net asset value for each class of shares shall be calculated by dividing the portion of the net asset value of the relevant subfund attributable to a particular class of shares by the number of shares of such class in the relevant subfund which are in issue at the close of business in Luxembourg as of such valuation date (including shares in relation to which a shareholder has requested redemption on such valuation date).

If a valuation day falls on a day observed as a holiday on a stock exchange which is the principal market for a significant portion of the Corporation's investments attributable to a subfund, or is a holiday elsewhere so as to impede the calculation of the fair market value of such subfund, the valuation date for the shares of the class concerned shall be the next succeeding business day in Luxembourg which is not such a holiday.

22.2. In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors of the AIFM or by any bank, corporation or other organization which the board of directors of the AIFM may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Corporation and present, past or future shareholders.

22.3. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable;
- c) all shares or units in undertakings for collective investments, all bonds, time notes, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation, provided that the board of directors of the AIFM or the Company may make adjustments, in a manner not inconsistent with Article 22.4. below, with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividend, ex-rights, or by similar practises;
- d) all stock and stock dividends receivable by the Corporation;
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary organizational expenses of the Corporation, including the cost of issuing and distributing shares of the Corporation, insofar as the same have not been written off; and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

22.4. The value of such assets shall be determined as follows:

a) Securities which are listed or regularly traded on a stock exchange shall be valued at the last available traded price. If such a price is not available for a particular trading day, the closing mid-price (the mean of the closing bid and ask prices) or alternatively the closing bid price may be taken as a basis for the valuation.

b) in the case of securities for which trading on the relevant stock exchange is limited and where secondary market trading is conducted between securities dealers who, as main market-makers, offer prices in response to market conditions, the AIFM may decide to value such securities in line with prices offered by such market-makers, where possible at the middle market rate as at the relevant valuation date;

c) units in an open-end target fund will be valued at the last net asset value which is determined for the same valuation day as transmitted to the AIFM, failing which at the most recent available net asset value or they will be estimated on the basis of the information available to the AIFM, if in the opinion of the board of directors of the AIFM such estimated net asset value is deemed more accurate in the interest of the shareholders;

d) liquid assets will be valued at their face value with interest accrued;

e) assets denominated in a currency other than the reference currency will be converted into the reference currency at the latest available middle market exchange rate. In that context, account shall be taken of hedging instruments used to cover foreign exchange risks.

The net asset value of an alternate currency class (the "Alternate Currency Class") shall be calculated first in the reference currency of the relevant subfund. Calculation of the net asset value of the Alternate Currency Class shall be carried out in accordance with the provisions of the Prospectus.

22.5. In the event of it being impossible, or incorrect, to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, the board of directors of the AIFM is entitled to use other generally recognized valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of its assets. In any event, the board of directors of the AIFM ensures the proper independent valuation of the assets of each subfund. Where the nature of the assets of a subfund requires expert valuation, an external valuer will be appointed by the AIFM in accordance with the provisions of the Law of 12 July 2013.

22.6. For issues and redemptions of shares, the net asset value shall be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency in which it is expressed. Where the Corporation deems it appropriate to do so in light of the interest of the shareholders, the Corporation is entitled to deviate from the valuation rules set out above, in valuing the assets attributable to a class of shares by adding to the prices referred to above an amount reflecting the estimated costs of the acquisition of corresponding assets in the event the Corporation expects further investments to be made on behalf of such class, or by the deducting from the prices referred to above an amount reflecting the estimated cost of the disposal of such assets, in the event the Corporation expects investments attributable to such class to be sold.

22.7. Notwithstanding the foregoing, where on any Valuation Date the Corporation has contracted to:

1) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Corporation and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Corporation;

2) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Corporation and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Corporation; provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Corporation.

22.8. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued interest on loans of the Corporation (including accrued fees for commitment for such loans);

c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the valuation date falls on the declaration date or is subsequent thereto, and the amounts of any such dividends declared but for which coupons have not been presented and which have thus not been paid;

e) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the valuation date, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves, if any, authorized and approved by the Board of Directors and

f) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature, reflected in accordance with generally accepted accounting principles, except liabilities represented by capital stock of the Corporation.

22.9. The net assets attributable to a given class of shares shall mean the assets of the Corporation as herein above defined, which are to be attributed to a specific class of shares, less the portion of liabilities of the Corporation as herein

above defined as of the close of business on the valuation date on which the net asset value is being determined, which are to be attributed to such class of shares.

22.10. For the purpose of calculating the net asset value per share of each class the Board of Directors shall establish a pool of assets for one or more classes of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for the class or classes of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) if within any pool class specific assets are held by the Corporation for a specific class of shares the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefor shall reduce, as from the time of acquisition, from the proportion of such class of the net assets of the relevant pool;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool and/or class;

d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular pool or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular pool or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant pool and/or class of shares;

e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool or class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools or, as the case may be, the classes, pro rata to the net asset values;

f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;

g) upon the payment of an expense allocable to a specific pool or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the pool concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets of such pool which is attributable to the class concerned.

22.11. Each such pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities and other assets in which the Corporation is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Corporation in relation to the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of a specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to the same pool and which shall be allocated to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out above shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

(1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

(2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;

(3) if in respect of one share class the Corporation acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

(4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class or classes.

22.12. In order to reduce operation and administrative charges whilst allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may choose that part or all of the assets of certain subfunds will be managed in common with assets belonging to other subfunds of the Corporation and/or with assets belonging to any other Luxembourg undertaking for collective investments.

22.13. The Board of Directors may from time to time resolve to issue a separate class of shares (the new class) which shall be convertible into another class of shares (the initial class) in accordance with the provisions set forth below. In such case, the Board of Directors may resolve to issue the new class at a fixed offer price which shall be payable at the end of a subscription period defined by the Board of Directors in respect of such class. Proceeds of such issue shall be allocated to a separate specific pool of assets and liabilities as provided by subsection 22.11 hereof, provided however that the investment of the cash in conformity with the investment policy for such share class shall be made on a pooled

basis with the investments of the initial class, so that the assets of the initial class and the portion of the assets of the new class which have been invested pursuant to the investment policy of the initial class, shall form an enlarged asset pool.

The assets to which each such share class shall be entitled in the enlarged asset pool shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by each share class and dividends, interest and other distributions of an income nature received in respect of the assets of the enlarged asset pool shall be immediately credited to the participating share classes in proportion to the respective entitlements to the assets in the enlarged asset pool at the time of receipt.

If at any time the Board of Directors determines that the level of investments made in respect of the new share class is such that the proceeds of the issue of such class have been substantially fully invested in accordance with the then applicable investment objectives and policies of the initial class, the Board of Directors may resolve to dissolve the specific pool established in respect of the new share class and to have all assets and liabilities thereof commingled with those attributable to the initial class, and the shares of the new class shall be converted into shares of the initial class whereby the Net Asset Value of each share of the new class shall be adjusted to be equal to the Net Asset Value of a share of the initial class, and the Board of Directors shall be authorised to allot additional shares of the initial class, or as the case may be, to cancel shares of the new class, and to recognize fractional entitlement to shares of the initial class in a manner to adjust the respective holding of each holder of shares of the new class in the light of the total Net Asset Value of his holding of such shares.

22.14. If the Board of Directors so resolves, the Net Asset Value of the shares of each class may be converted at the mid market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per share of such class may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

22.15. The Corporation may at any time periodically suspend the determination of the net asset value of shares of any subfund, the issue of the shares of such subfund and the redemption of the shares of such subfund from its shareholders as well as conversions of shares of any class in a subfund:

i) during any period when any market or stock exchange which is relevant for the Subfund concerned is closed, provided that the closing of such exchange or market seriously affects the valuation of the investments of the Corporation;

ii) during any period when the net asset value of one or more target funds in which the subfund will have invested and the units of which constitute a significant part of the assets of the subfund cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the valuation date;

iii) during any period when there exists any state of affairs which, in the opinion of the Corporation, constitutes an emergency as a result of which disposition by the Corporation of investments owned by it and attributable to such subfund is not practicable or would be seriously prejudicial to the shareholders;

iv) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Corporation's investments attributable to the particular subfund or of current prices on any stock exchange as aforesaid;

v) when for any other reason the prices of any investments owned by the Corporation attributable to the subfund cannot promptly or accurately be ascertained;

vi) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realization of or in the payment for any of the Corporation's investments cannot in the opinion of the Board of Directors be carried out at normal rates of exchange; or vii) in any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors, where a failure to do so might result in the Corporation or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Corporation or its shareholders might not otherwise have suffered.

Any such suspension shall be notified by the Corporation in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby.

The determination of the net asset value of shares of any subfund, the issue of the shares of any subfund and the redemption and conversion of shares by shareholders may also be suspended in the event of the publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Corporation as from the time of such publication.

The suspension of the calculation of the net asset value of shares in a subfund and of the issue, redemption and conversions of shares in a subfund does not affect the calculation of the net asset value or the issue, redemption or conversion of shares in another subfund, if such other subfund is not affected by these circumstances.

Art. 23. Subscription Price. Whenever shares of the Corporation shall be offered by the Corporation for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be based upon the net asset value per share of the relevant class on the date on which the application for subscription for shares is accepted, subject always to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the Prospectus.

In the event of an issue of a new class of shares, the initial issue price shall be determined by the Board of Directors.

Such net asset value may be increased by applicable sales commissions all such amounts as determined from time to time by the Board of Directors and published in the Prospectus.

The subscription application and the process of payment of subscription prices to be followed is further specified in the Prospectus.

The Board of Directors and the AIFM reserves the right to withdraw, cancel or modify an initial offering or any subsequent offering, as well as to reject any application for subscription of shares, whether in whole or in part, for any reason and without stating a reason.

In the event that a completed subscription application is not received by the relevant person as specified in the Prospectus or confirmation of receipt of cleared funds is not received by the relevant person as specified in the Prospectus by the relevant deadline specified in the Prospectus, the subscription application shall be deemed to be an application to subscribe shares in the following calendar month at the currently applicable subscription price per share.

Specific share classes may be subject to minimum holding amounts as specified in the Prospectus. The Corporation may, in its sole discretion, waive such minimum holding requirements.

Art. 24. Conversions of Shares. Shareholders can at any time convert all or part of the shares which they hold in any subfund into shares of another class in the same subfund, provided that following such conversion the aggregate net asset value of the shares converted into the new class is equal to, or greater than, the minimum holding amount of the new class as specified in the Prospectus.

The conversion request must be received and include such information as specified in the Prospectus.

Such conversion of shares shall be effected on the calculation date following the valuation date on which conversion was requested, by the simultaneous:

- i) redemption of the number of shares of the relevant class in the relevant subfund specified in the conversion request at the net asset value per share of the relevant class of shares; and
- ii) issue of shares on that calculation date in the same subfund of the class into which the original shares are to be converted, at the net asset value per share of the relevant class of shares.

Subject to any currency conversion (if applicable) and the deduction of fees and exchange commissions resulting from such currency conversion described below, the proceeds resulting from the redemption of the original shares shall be applied immediately as the subscription price for the shares in the same subfund of the class into which the original shares are converted.

Where Shares denominated in one currency are converted into Shares denominated in another currency, the procedure to be followed shall be specified in the Prospectus.

Where processing an application for the conversion of shares would result in the relevant shareholder's holding in a particular share class falling below the minimum holding amount for that class as specified in the Prospectus, the Corporation may, without further notice to the shareholder, treat such conversion application as though it were an application for the conversion of all shares held by the shareholder in that share class.

Art. 25. Expenses. The Corporation shall bear all expenses as further specified in the Prospectus including in particular formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers including incentive fees, administrative fees, distribution fees, fees and expenses of accountants, depositary and correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in countries of registration, any other agent employed by the Corporation, fees incurred for collateral management in relation to derivative transactions, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Prospectus, explanatory memoranda or registration statements, notification fees, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in United States dollars. Where there shall be different classes of shares as provided for in Article 5 hereof and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into United States dollars and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 27. Dividends.

26.1. The general meeting of shareholders shall, within the limits provided by law determine how the results of the Corporation shall be disposed of, and may from time to time, upon proposal of the Board of Directors, declare, or authorize the Board of Directors to declare, dividends.

Dividends may further include an allocation from an equalisation account which may be maintained and which, in such event, will be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares of an amount calculated by reference to the accrued income attributable to the shares in the Corporation.

Any resolution as to the distribution of dividends to shares of a class which relates to a specific pool of assets, shall be subject only to a vote, at the majority set forth above, of the holders of shares of the class, or classes which relate to such pool.

26.2. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class upon decision of the Board of Directors.

26.3. Dividends declared may be paid in United States dollars or in any other freely convertible currency selected by the Board of Directors or in shares of the Corporation and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds to the currency of their payments.

26.4. No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

26.5. The Board of Directors may decide that dividends shall be automatically reinvested in accordance with, and subject to, the Corporation's investment objectives and restrictions in respect of the relevant class of shares.

26.6. Payments of dividends, if any, will be made by bank transfer or by cheque to holders of registered shares at their addresses in the Register of Shareholders or as they may direct.

26.7. Payments of dividends, if any, to holders of bearer shares, and notice of declaration of such dividends, will be made to such shareholders in the manner that the Board of Directors shall determine from time to time in accordance with Luxembourg law. The bearer share certificates may, at the discretion of the Board of Directors, contain a set of dividend coupons with or without a talon to obtain additional dividend coupons. The dividend coupons and talon, if any, in such a case will bear the same number as the share certificates to which they belong. Payments of dividends to holders of bearer share certificates, if any, will be made in such a case against tender of the dividend coupons and such payment against tender will constitute absolute proof of the discharge of the Corporation from its liability therefor.

26.8. A dividend declared but not collected on a bearer share, when no coupon is tendered for such dividend or a dividend not collected on a registered share, within a period of five years from the payment date, may not thereafter be claimed by the holder of such share, and shall revert to the Corporation. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such actions on behalf of the Corporation to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared and being held by the Corporation for the account of holders of shares.

Art. 28. Depositary. To the extent required by law, the Corporation shall enter into a written depositary agreement with a credit institution, investment firm, professional depositary of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depositary from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended from time to time, and which shall satisfy the requirements of the Law of 12 July 2013 (the "Depositary").

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 12 July 2013.

Under the conditions set forth in Luxembourg law and regulations and the Law of 12 July 2013, the Depositary may discharge itself of liability towards the Corporation and its investors. In particular, under the conditions laid down in Article 19(14) of the Law of 12 July 2013, including the condition that the investors of the Corporation have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19 (11) point (d)(ii) of the Law of 12 July 2013.

If the Depositary desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find another bank to be depositary in place of the retiring Depositary, and the Board of Directors shall appoint such bank as Depositary of the Corporation's assets. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Liquidation. The Corporation may be wound up by decision of an extraordinary general meeting of Shareholders. If the Corporation is wound up, then liquidation shall be carried out in accordance with the Law of 17 December 2010 and with other pertinent Luxembourg laws.

Liquidation proceeds which cannot be paid to Shareholders at the close of liquidation shall be deposited with the "Caisse de Consignations" in Luxembourg where they may be claimed by the persons entitled thereto until the expiry of the relevant prescription period.

The liquidation of a subfund and the compulsory redemption of shares in the subfund concerned may be made upon:

i) a resolution passed by the Corporation's Board of Directors, as the Subfund may no longer be appropriately managed within the interests of the Shareholders; or

ii) a resolution passed by the general meeting of shareholders of the subfund in question; the quorum and majority requirements laid down by Luxembourg law in respect of resolutions to amend the Articles of Incorporation shall apply to such general meetings.

In such event the shareholders will be advised and the net asset value of the shares in the relevant subfunds shall be paid on the date of the compulsory redemption. Such meeting may also decide that the assets attributable to the subfund concerned will be distributed on a pro rata basis to the shareholders in the subfunds concerned.

Art. 30. Mergers. A meeting of the shareholders in a subfund may resolve to merge such subfund with another existing subfund or to contribute the subfund to another undertaking for collective investment against issue of shares of such undertaking for collective investments to be distributed to the shareholders in such subfund. Any such resolution shall be published upon the initiative of the Corporation. The publication shall contain information about the new subfund or the relevant undertaking for collective investments and shall be made a month prior to the last valuation date before the merger in order to provide a possibility for the shareholders of such shares to require redemption, without payment of any redemption fee, prior to the implementation of the transaction. For meetings which decide on the merger of different subfunds within the Corporation, there shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the shares of the subfunds concerned.

Decisions regarding the contribution of assets and liabilities of a subfund to another undertaking for collective investment are subject to the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law for the amendments to the Articles of Incorporation. In case of an merger of a subfund with another open-ended Luxembourg investment fund (“fonds commun de placement”), or with a foreign undertaking for collective investment, decisions of the meeting of the subfunds concerned shall be binding only upon shareholders who have voted in favor of such merger.

If following the compulsory redemption of all shares of one or more subfunds one or more former shareholders have not claimed the payment of the redemption price during a period of six months from the date of the compulsory redemption, then the amount in question shall be deposited with the “Caisse de Consignations” for the benefit of the person (s) entitled thereto until the expiry of the relevant prescription period.

Art. 31. Amendments to Articles. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of meetings of each of such relevant class.

Art. 32. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies and amendments thereto, as well as the Law of 17 December 2010 and amendments thereto.”

Second resolution

The Meeting RESOLVES to appoint Messrs Dominique DÉLÈZE and Josef H.M. HEHENKAMP as new members of the board of directors until the end of the next ordinary general meeting of shareholders to be held in 2014.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the Meeting, the meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREUPON, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: R. KOEMEN, J. SIEBENALLER, E. MACHADO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 décembre 2013. LAC/2013/56915. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Référence de publication: 2014016368/832.

(140019526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2014.

Irik Investment Bulgaria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 183.833.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of January.

Before the undersigned Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

“Irik Investment S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, having its registered office at 1, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 179432,

here represented by Mrs Eva BOEHM, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given privately to her in Luxembourg on 27 December 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxy-holder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the officiating notary to document the following articles of incorporation of a Société à responsabilité limitée, private limited liability company (the "Articles"), it deems to incorporate as shareholder or with any person or entity which may become shareholder of this company in the future.

Art. 1. Name. There is hereby formed a Société à responsabilité limitée, private limited liability company under the name “Irik Investment Bulgaria S.à r.l.” (the "Company") governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on Sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Object. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may act as an investment holding company and co-ordinate the business of any corporate bodies in which it is for the time being directly or indirectly interested.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article 2.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholder(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 5. Capital. The capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share of the Company confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

Art. 8. Representation. The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two Class B managers for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 9. Procedure. In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager orally, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one class A manager and one class B manager present. Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each class of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

Art. 10. Liability of the managers. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 11. General meetings of shareholders. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be shareholder.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholder (s) at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole shareholder takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

Art. 12. Annual general meeting. An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 13. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January and closes on the 31st December.

Art. 14. Annual accounts. At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company, which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each shareholder may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

Art. 15. Supervision of the company. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders.

Where the thresholds of article 35 of the Law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and accounting and annual accounts, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the Institut des réviseurs d'entreprises.

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 16. Allocation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of shareholders may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of shareholders, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 18. Winding-up - Liquidation. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription and payment

The one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares have been subscribed by Irik Investment S.á r.l prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitory disposition

The first financial year starts on the incorporation date of the Company and terminates on 31 December 2014.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Has been appointed as Class A manager for an undetermined period of time:

Mr Juan Antonio GÓMEZ-PINTADO, residing at 10, Calle Samaria, Floor 7 D, 28009 Madrid (Spain),

Have been appointed as Class B managers for an undetermined period of time:

- Mrs Catherine ROUX-SEVELLE, professionally residing at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg;
- Mrs Maria DOS SANTOS, professionally residing at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg; and,
- Mr Reinald LOUTSCH, professionally residing at 20 Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 1, rue du Fort Rheinsheim, L- 2419 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing party represented as stated hereabove, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le seizième jour de janvier,

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

«Irik Investment S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous section B numéro 179432,

ici représentée par Madame Eva BOEHM, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg en date du 27 décembre 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis du notaire instrumentaire qu'il dresse comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme associé ou avec toute personne ou entité qui deviendrait associé de la société par la suite:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Irik Investment Bulgaria S.à r.l.» (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société pourra coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles elle détient directement ou indirectement des participations.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques. La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles et effectuer toutes transactions dans le domaine immobilier ou relatives à des biens immobiliers.

La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles qui peuvent être ou qui sont conformes aux paragraphes mentionnés ci-dessus dans cet Article 2.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par les Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales (permanents ou non) au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure temporaire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance de la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à sa participation au capital social.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social réunis en assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales s'appliqueront.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société.

Art. 7. Gérance. La société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix, ou le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

Art. 8. Représentation. Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux gérants de classe B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 9. Procédure. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance ou pour d'autres fins telles que spécifiées par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un d'entre eux.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Deux gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées par majorité simple des gérants, présents ou représentés composée au moins par une voie de chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 11. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé. Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un tiers qui peut ne pas être associé.

Les résolutions ne sont valablement adoptées en assemblées générales que pour autant qu'elles soient prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil de gérance.

Art. 12. Assemblée générale annuelle. Une assemblée générale des associés se réunira annuellement pour l'approbation des comptes annuels, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social, au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 14. Comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, le conseil de gérance établira les comptes annuels qui contiendront l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 15. Surveillance de la société. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut ne pas être associé.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination.

A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils fixés par l'article 35 de la loi de 19 Décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés, ainsi que la comptabilité et les comptes annuels, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant par l'associé unique, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseurs peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant de l'associé unique, qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 16. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés peut décider, à la majorité des voix telle que définie par la Loi, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales, ou de l'affecter au compte report à nouveau ou à un compte de réserve spéciale.

Art. 17. Dividende intérimaire. Nonobstant les dispositions de l'article seize des Statuts, et sous réserve d'une approbation préalable ou ratification de l'assemblée générale des associés, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 18. Dissolution - Liquidation. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi, ou le cas échéant l'associé unique peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi que les termes et conditions de celle-ci.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, le cas échéant, qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation.

Art. 19. Disposition générale. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Souscription et libération

«Irik Investment S.à r.l.», prénommée, a souscrit un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant de classe A pour une durée indéterminée:

Monsieur Juan Antonio GÓMEZ-PINTADO, demeurant 10, Calle Samaria, Etage 7 D, 28009 Madrid (Espagne).

Sont nommés gérants de classe B pour une durée indéterminée:

- Madame Catherine ROUX-SEVELLE, demeurant professionnellement 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg;

- Madame Maria DOS SANTOS, demeurant professionnellement 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg;

- Monsieur Reinald LOUTSCH, demeurant professionnellement 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi au 1, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, es qualités qu'il agit, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: E. BOEHM, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 20 janvier 2014. Relation: LAC/2014/2688. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014014777/420.

(140017237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Chauffage Sanitaires Kocan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9189 Vichten, 18B, rue du Lavoir.

R.C.S. Luxembourg B 168.691.

Auszug aus dem Protokoll der Gesellschafterversammlung vom 30.01.2014:

In der am 30.01.2014 am Sitz der Gesellschaft in Vichten gehaltenen Gesellschafterversammlung wurden folgende Beschlüsse gefasst:

I. Herr Mirsad MEKIC, geboren am 06. Februar 1961 in Bijelo Polje, wohnhaft 216, route d'Arlon, L-8010 Strassen wird mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer entlassen.

II. Herr Ulf Lambert, geboren am 12.5.1975 in Hamburg, beruflich ansässig Im Kirtel 1, 54317 Morscheid wird mit sofortiger Wirkung zum alleinvertretungsberechtigten Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

III. Herr Mulija Kocan und Herr Ulf Lambert können die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift rechtsgültig verpflichten.

Weitere Beschlüsse wurden nicht gefasst.

Vichten, den 30.01.2014.

Muslija Kocan.

Référence de publication: 2014017985/18.

(140021092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Ambrent Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.875,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.214.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth of December.

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

“Sucampo Pharmaceuticals, Inc.”, a Company duly established under the laws of the United States of America, having its registered office at 4520, East West Highway, 3rd floor, MD 20814 Bethesda, United States of America, registered with the Delaware Division of Corporation under number 4630506,

duly represented by Ms Sara LECOMTE, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given privately to her in Bethesda on 18 December 2013.

The said proxy, signed *in varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

- “Sucampo Pharmaceuticals, Inc” is the sole current shareholder (the “Sole Shareholder”) of “Ambrent Investments S.à r.l.”, a Société à responsabilité limitée having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg under number B 156214, incorporated under Luxembourg Laws pursuant to a notarial deed enacted by Maître Edouard DELOSCH, Civil Law Notary residing in Diekirch on 20 October 2010, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (hereinafter referred to as the “Mémorial C”) number 2573 on 25 November 2010 (the “Company”); and, the articles of association of which have been amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted by Maître Martine SCHAEFFER, Civil Law Notary residing in Luxembourg on 4 August 2011 published in the Mémorial C number 2354 on 3 October 2010.

- the capital of the Company is fixed at seventeen thousand eight hundred seventy five US Dollars (USD 17,875.-) represented by one million seven hundred eighty seven thousand five hundred (1,787,500) shares with a nominal value of one cent (USD 0.01) each, fully paid (the Shares);

- the Sole Shareholder has acquired the totality of shares of the Company;

- the Sole Shareholder approves the Company’s interim accounts for the period from the 1 January 2013 to 23 December 2013;

- the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of association of the Company and perfectly knows the financial situation of the Company;

- the Company’s activities having ceased, the Sole Shareholder decides to proceed with the immediate dissolution of the Company;

- the Sole Shareholder appoints itself as liquidator of the Company and acting in this capacity requests the notary to act its declaration that all the liabilities of the Company have been paid and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned.

Furthermore the liquidator declares that with respect to possible liabilities of the Company presently unknown, it irrevocably assumes to pay all such liabilities.

Therefore, as a consequence of the above, we can consider that:

- all the liabilities of the company are paid;

- the balance remaining in the Company, if any, has been paid to the Sole Shareholder;

- full discharge is granted to the Managers of the Company for the performance of their mandate;

- the dissolution of the Company is done and closed;

- the books and documents of the Company shall be lodged during a period of five (5) years in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

Drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of the presents.

The undersigned Notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read in the language of the attorney in fact of the person appearing, acting in her here above capacity, known to the Notary by her surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil treize, le trente décembre,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU

«Sucampo Pharmaceuticals, Inc.», une Société dûment établie selon le droit des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 4520, East West Highway, 3^{ème} étage, MD 20814 Bethesda, Etats Unis d'Amérique, immatriculée au Delaware Division of Corporation sous le numéro 4630506,

Dûment représentée par Madame Sara LECOMTE employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé lui-délivrée à Bethesda en date du 18 décembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante es qualité qu'elle agit et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que «Sucampo Pharmaceuticals, Inc.», précitée, est l'Associé unique actuel (l'«Associé Unique»), de la société dénommée «Ambrent Investments S.à r.l.», une Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 156214, qui a été constituée, en date du 20 octobre 2010 suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C»), numéro 2573 du 25 novembre 2010 (la «Société»); et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivante acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 4 août 2011, publié au Mémorial C 2354 du 3 octobre 2011.

- Que le capital social de la Société est fixé à dix-sept mille huit cent soixante-quinze Dollars US (USD 17,875.-) représentés par un million sept cent quatre-vingt-cinq mille cinq cents (1,787,500) parts sociales de d'une valeur nominale d'un cent (USD 0.01) chacune.

- Que l'Associé Unique s'est rendue propriétaire de la totalité des parts sociales de la Société;

- Que l'Associé Unique a approuvé les comptes intérimaires de la Société pour la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 23 décembre 2013;

- Que l'Associé Unique a parfaitement connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- Que les activités de la Société ayant cessé, l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

- Que l'Associé Unique, se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le Notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la dite Société est réglé;

- Que l'actif restant, s'il en est, est réparti à l'Associé Unique;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq (5) ans à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Lecture faite en langue du pays à la mandataire de la partie comparante es qualité qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, celle-ci signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 31 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60757. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Référence de publication: 2014015314/112.

(140018235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Crescent Capital Partners III (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 136.100,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 128.452.

Les comptes annuels du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Coralie-Aurore Leray.

Référence de publication: 2014018002/12.

(140021316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Compagnie Saint André S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 93.482.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement rendu en date du 9 janvier 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société COMPAGNIE SAINT ANDRE S.à r.l..

Maître Tom Berend

Le liquidateur

Référence de publication: 2014017995/14.

(140020819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Umbrellastream S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.245.

Suite aux résolutions du seul actionnaire de la société Umbrellastream S.à r.l., en date du 31 janvier 2014, les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du Gérant B suivant à compter du 31 janvier 2014:

Monsieur Philip Ian Price, né le 22 octobre 1965 à Brentwood, Royaume Uni, et ayant pour adresse 20, Old Bailey, GB-EC4M 7LN Londres, au Royaume Uni.

- Election du nouveau Gérant B pour une durée indéterminée à compter du 31 janvier 2014:

Madame Joanna Alwen Harkus, née le 21 juillet 1979 à Brighton, Royaume Uni, et ayant pour adresse professionnelle 12 Charles II Street, SW1Y 4QU Londres, Royaume Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant A

Référence de publication: 2014018504/20.

(140021626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.
